Unité-Travail-Progrès

REPUBLIQUE DU CONGO

MINISTERE DES FINANCES, DU BUDGET
ET DU PORTEFEUILLE PUBLIC

CAISSE CONGOLAISE D'AMORTISSEMENT

RAPPORT ANNUEL DE LA DETTE PUBLIQUE

Décembre 2023

Brazzaville, 28 avril 2025

Adresse : Avenue Cardinal Emile Biayenda, Centre-ville, Brazzaville
BP : 2090
Tél : +242 06 485 14 08 / 05 555 65 12
E-mail : caissecca@gmail.com

I. LISTE DES ABREVIATIONS 4

II. INTRODUCTION GENERALE 5

III. CONTEXTE 7

A. Environment international 7

1. Croissance économique 7
2. Inflation 7

B. Contexte national 7

1. Croissance économique 7
2. Inflation 8
3. Gestion de la dette 8

IV. POINTS MARQUANTS 9

V. CHIFFRES CLÉS DE LA DETTE PUBLIQUE 10

A. DETTE PUBLIQUE TOTALE 10

B. DETTE PUBLIQUE EXTÉRIEURE 11

C. DETTE PUBLIQUE INTERIEURE 12

VI. SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2023 14

A- PRESENTATION 14

B- STRUCTURE DE LA DETTE A FIN DECEMBRE 2023 15

1. Dette extérieure 15
2. Dette intérieure 15

VII. EVOLUTION DU STOCK DE LA DETTE 16

A. LE TAUX D'ENDETTEMENT 16

B. ARRIERES 18

1. Stock à fin 2023 18
2. Arriérés extérieurs 19
3. Arriérés intérieurs 20
4. Apurement des arriérés 20

A. Composition par type de créanciers 22

a_1. Créanciers bilatéraux 23
a_2. Créanciers multilatéraux 23
a_3. Créanciers commerciaux 23

B. Composition de la dette publique par devises 23

a) Composition du portefeuille par type de taux d'intérêt 24
b) Composition de la dette extérieure par type de prêt 24
b. Dette intérieure 24

VIII. DECAISSEMENTS 26

A- Décaissements intérieurs 26

B- Décaissements extérieurs 26

C- Evolution historique des décaissements 27

IX. ENGAGEMENTS AU TITRE DE L'ANNEE 2023 29

X. LES SOLDES ENGAGES NON ENCORE DECAISSES (SEND'S) SUR EMPRUNTS EXTERIEURS 30

XI. LE SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE 31

A- Paiement d'intérêts 32

B- Flux nets 33

XII. LA DETTE DES GRANDES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS 34

XIII. ANALYSE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE 36

A. Coût et risques du portefeuille de la dette publique 36

1. Coût 36

1.1. Coût moyen pondéré 36

1.2. Coût Apparent 38

B. RISQUES 38

1. Risque de refinancement 38

1.1. Dette à payer dans 1 an 38

1.2. Durée moyenne 38

1.3. Profil de remboursement 39

1.4. Risque de change 40

1.5. Volatilité 40

XIV. CONCLUSION 41

XV. ANNEXES 42

Structure du portefeuille par bailleurs 42

I. LISTE DES ABREVIATIONS

BEAC	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BTA	Bon du Trésor Assimilable
CCA	Caisse Congolaise d'Amortissement
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CNDP	Comité National de la Dette Publique
DEPI	Direction des Etudes, de la prévision et de l'informatique
FCFA	Franc de la Communauté Financière d'Afrique
FEC	Facilité Elargie de Crédit
FMI	Fonds Monétaire International
IADM	Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale
IPPTE	Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés
Md FCFA	Milliard de FCFA
Ml FCFA	Million de FCFA
OT	Obligation du trésor (Emprunt obligatoire)
OTA	Obligation du Trésor Assimilable
OTA	Obligation du trésor Assimilable
PIB	Produit Intérieur Brut
SDMT	Stratégie de Dette à Moyen Terme
SEND's	Soldes Engagés Non Décaissés
XAF	Franc CFA

II. INTRODUCTION GENERALE

La Caisse Congolaise d'Amortissement (CCA) a été créée par l'ordonnance n°30-71, du 06/12/1971. C'est un organe technique qui assiste le Gouvernement dans la négociation et la gestion des emprunts à moyen et long terme, souscrits par l'État.

Les dispositions du texte fondateur de 1971 ont fait l'objet d'un complément et d'une modification par l'ordonnance n°6-2001, du 5 février 2001. Les missions confiées à la CCA peuvent être résumées ainsi qu'il suit :

- Procéder, pour le compte de l'État, aux emprunts à moyen et à long terme, sur le marché national et international ;
- Contrôler l'émission de tout emprunt public contracté en dehors d'elle ;
- Assurer la gestion des fonds d'emprunts à moyen et long terme ;
- Assurer le service de la dette à l'aide des fonds versés par le Trésor Public ;
- Centraliser et contrôler les émissions des emprunts des organismes publics et des sociétés d'État ou d'économie mixte ;
- Effectuer le placement des excédents des ressources de l'État ou des fonds d'emprunt en attente d'affectation ;
- Participer aux opérations d'émission de titres publics, en monnaie locale, sur le marché de la CEMAC, en collaboration avec la Direction Générale du Trésor ;
- Assurer le secrétariat permanent du Comité National de la Dette publique ;
- Et plus généralement, être impliquée dans toutes les activités liées à la gestion de la dette publique.

Elle est également chargée de proposer au Gouvernement, une politique et une stratégie d'endettement public susceptibles, à terme, de réduire les vulnérabilités du portefeuille de la dette publique et d'assurer la soutenabilité et la viabilité de la dette publique.

Le comité national de la dette publique (CNDP), dont la CCA assure le secrétariat permanent, coordonne les activités de gestion de la dette, de toutes les entités participant à la chaîne de l'endettement.

Toutefois, le texte de 2021 apparait être désormais en déphasage avec les différentes évolutions législatives, réglementaires et contextuelles intervenues tant au niveau national que sous- régional ces vingt dernières années. Il nécessite donc une refonte.

Cette préoccupation est prise en compte dans le plan de réforme de la gestion de la dette publique qui est en cours. Ainsi, dès le premier trimestre 2024, le texte de 2021 devrait être révisé. La gouvernance de la CCA devrait être revue afin d'assurer une coordination plus flexible de la gestion de la dette publique et lui donner, de ce fait, un dynamisme lui permettant de jouer un rôle plus opérationnel dans le pilotage de la dette publique.

Dans l'accomplissement de ses missions, la CCA est soumise à certaines obligations, dont celle de la transparence, résumée en trois points :

- Répondre aux exigences législatives et contractuelles de reporting de l'endettement du gouvernement central et des garanties d'emprunt de l'ensemble du secteur public ;
- Veiller à la qualité et à la fréquence de la publication du bulletin statistique ou de documents équivalents, traitant de la dette du gouvernement central ;
- Elaborer et publier la stratégie d'endettement et le rapport périodique de la dette publique.

L'élaboration du présent rapport de la dette publique confirme une fois encore la volonté du Gouvernement de la République du Congo de poursuivre l'adoption des bonnes pratiques en matière de gestion de la dette publique.

Le rapport de la dette publique cristallisé dans le présent document présente la situation globale de l'endettement public à fin 2023, à travers des données chiffrées, des ratios et d'autres indicateurs.

Ce document est la troisième édition du rapport annuel de la dette publique. Il rend compte non seulement des emprunts intérieurs et extérieurs contractés directement par l'État, mais également des emprunts contractés par certains démembrements de l'État, les entreprises publiques notamment.

Concernant particulièrement les entreprises publiques, le rapport 2023, à l'instar de cellui de 2022, présente les données des emprunts intérieurs ou extérieurs contractés par les dix (10) plus grandes entreprises publiques du Congo. Cependant, en raison de l'indisponibilité de certaines données, encore en cours de validation par les différents conseils d'administration, ce document rapporte certaines données déjà publiées dans le rapport 2022.

Le présent rapport est élaboré dans un contexte marqué principalement, sur le plan de la gestion de la dette publique, par la volonté du Gouvernement de la République du Congo de moderniser le cadre institutionnel et organisationnel de la gestion de la dette. Il tient également compte des effets de la poursuite de la mise en œuvre du programme économique et financier triennal, conclu en janvier 2022 avec le Fonds monétaire international (FMI) et appuyé par la facilité élargie de crédit (FEC). Ce programme qui inclut, entre autres, des mesures de renforcement de la gestion de la dette publique et d'assainissement du portefeuille de la dette publique. Dans le cadre de ce programme, le Gouvernement s'est engagé à rendre publiques les données de la dette publique à travers la production de différents documents statistiques.

Cet engagement est en l'occurrence conforme aux bonnes pratiques en matière de gestion de la dette et au règlement CEMAC n°12/07-UEAC-186-CM-15, qui fait obligation aux États de prendre les mesures nécessaires pour garantir la transparence du processus d'endettement public, assurer la disponibilité, l'accessibilité, la qualité et la conservation des données et des informations relatives à la dette publique.

Cette troisième édition du rapport annuel de la dette publique du Congo s'adresse aux acteurs intervenant dans la formulation des politiques d'endettement et de gestion de la dette publique, aux responsables de la gestion macroéconomique, budgétaire et monétaire, aux partenaires techniques et financiers, et plus généralement, au grand public.

III. CONTEXTE

A. Environment international

1. Croissance économique

La croissance mondiale s'est située à 3,0% en 2023 après avoir été de 3,5% en 2022, en lien avec l'enlisement du conflit entre la Russie qui rend difficile le commerce mondial à travers la perturbation des circuits d'approvisionnement des produits de base.

Ce conflit a perturbé les circuits du commerce international, avec un effet néfaste sur le rythme de progression de la production mondiale qui a fléchi particulièrement dans les pays avancés.

Dans les pays avancés, la croissance s'est située à 1,7% en baisse par rapport à 2022 (2,6%). Aux USA, le PIB réel a accru de 2,5% et dans la zone euro, il a progressé de 0,5% contre 3,4% en 2022.

Dans les pays émergents et dans les pays en développement, l'activité économique a évolué de manière stationnaire en 2023, avec un taux de croissance qui a stagné au niveau de celui de 2022, soit 4,1%. En Chine, la production s'est accrue de 5,2% en 2023, contre 3,0% en 2022, soit une hausse de 2,2 points.

L'Afrique Subsaharienne a été aussi affectée par les effets du conflit russo-ukrainien et les chocs climatiques qui ont provoqué une décélération de la croissance en 2023. La croissance dans cette région est ressortie à 3,3% en 2023, après avoir été de 4,0% en 2022.

Dans la zone CEMAC, la croissance a reculé en 2023 pour s'établir à 2,8%, après avoir été de 3,8% en 2022.

2. Inflation

En 2023, l'inflation mondiale a ralenti pour s'établir à 4,6%, contre 8,7% en 2022, suite au durcissement des conditions financières des principales banques centrales. Dans les pays avancés, l'inflation a été maîtrisée pour ressortir à 4,6%, après avoir été de 8,7% en 2022. Aux Etats-Unis et dans la zone euro, l'inflation a ralenti pour se ressortir respectivement à 4,1% et 5,4%, contre 8,0% et 8,4% en 2022.

Dans les pays émergents et pays en développement, les tensions inflationnistes ont été maîtrisées, en lien avec le resserrement de la politique monétaire. En Chine, l'inflation s'est établie à 0,2% en 2023, contre 1,9% en 2022. En Inde, l'inflation est ressortie à 5,4%, après avoir été de 6,7% en 2022.

Dans la zone CEMAC, les tensions inflationnistes se sont intensifiées, le taux d'inflation passant de 4,5% en 2022 à 5,1% en 2023, en rapport avec l'envolée des prix des denrées alimentaires.

B. Contexte national

1. Croissance économique

Après une période de récession, la croissance a repris légèrement en 2019 avec un taux de 1,1%, avant qu'elle ne se fondre à 6,3% en 2020, sous les effets de la Covid-19.

L'activité économique nationale a repris timidement en 2021, avec un taux de croissance qui s'est établi à 1,5% et qui s'est maintenu à 1,8% en 2022, en rapport avec la bonne performance du secteur hors pétrole. Cette tendance s'est poursuivie en 2023 avec un taux de croissance de 2,1%, porté la bonne tenue des activités du secteur hors pétrole (3,4%). Le secteur pétrolier a, quant à lui, enregistré une contreperformance (-0,5%).

2. Inflation

Les tensions inflationnistes se sont accélérées en 2023, avec un taux d'inflation de 4,3%, après 3,0% en 2022, sous l'effet notamment de la déréglementation des prix du carburant, de la hausse des prix de l'électricité (du fait du changement du processus de facturation) et du maintien des prix des intrants à un niveau élevé.

3. Gestion de la dette

Dans le cadre du programme soutenu par la FEC, la gestion de la dette a été marquée, sur le plan extérieur, par l'exclusivité donnée aux emprunts concessionnels (avec un élément don 35%) et une préférence pour l'euro. Sur le plan intérieur, il a été recommandé de rallonger les maturités des titres publics. L'objectif visé est de combler les besoins de financement de l'État à moindre coût et à faibles risques.
Sur le plan de la notation financière, en 2023, **Moody's Investors service** a attribué au Congo la note de ***Caa2*** (le risque de crédit élevé), assorti d'une perspective stable. Une notation qui exprime une confiance modérée dans la capacité du Congo à maintenir son équilibre financier et qui contraste avec la vision optimiste de **Standard & Poor's**. En effet, cette dernière a relevé la note du Congo en la faisant passée de ***B- à B***, sur le court terme et de ***CCC+ à C***, sur le long terme, avec une perspective stable basée sur une amélioration notable de la production pétrolière.

L'agence de notation Fich rating a, quant à elle, la note du Congo, c'est-à-dire ***CCC+*** pour le crédit en devise et à long terme. C'est le niveau le plus élevé de la catégorie « ultra spéculative », soit cinq (5) cran avant le défaut de paiement.

Après l'aggravation des déficits publics et donc de l'endettement sur la période 2013-2016, sous l'effet de la crise économique, la viabilité de la dette n'a été rétablie que dans le cadre du programme avec le FMI, grâce à une restructuration importante de la dette et une amélioration des prix du pétrole.

L'analyse de viabilité de la dette (AVD) effectuée par les services du FMI a conclu que le Congo est en situation de surendettement, mais que sa dette est viable. Bien que l'AVD ait jugé la dette extérieure viable, il existe des risques majeurs liés à la dette extérieure et à la dette globale, comme l'indique, à titre d'exemple, le ratio de la valeur actuelle de la dette/PIB, qui dépasserait son seuil normatif jusqu'en 2036.

L'endettement global est néanmoins jugé viable, car les risques sont atténués par :

- L'amélioration régulière et significative des ratios de la dette à moyen terme ;
- L'accumulation attendue des dépôts du gouvernement à la Banque Centrale.

Cependant, le Congo reste classé en situation de « surendettement », à cause : (i) des restructurations et de l'audit des arriérés intérieurs en cours qui entraînent périodiquement des révisions à la hausse de la dette publique ainsi que (ii) de l'accumulation récurrente d'arriérés extérieurs temporaires. L'analyse de viabilité de la dette montre une vulnérabilité aux chocs sur les prix du pétrole.

IV. POINTS MARQUANTS

Au cours de l'année 2023, le Congo a conclu successivement la troisième et quatrième revues du programme conclu avec FMI, appuyé par la FEC. Comme il le fait régulièrement depuis la conclusion du programme en janvier 2022, le FMI a recommandé la réduction des facteurs de vulnérabilité liés à l'endettement, tout en mettant en œuvre une politique budgétaire de nature à favoriser une reprise économique vigoureuse et équitable.

En 2023, la notation souveraine du Congo se présente ainsi qu'il suit :

Tableau n°1 :notation souveraine du Congo

Agence	Notation	Perspectives	Date
Standard and Poor's	B-	stable	28 juillet 2023
Moody's Investors Service	Caa2	stable	7 novembre 2023
Fitch Ratings	CCC+	n.a[1]	1er septembre 2023

Il convient de noter que le régulateur américain (Securities and Exchange Commission) a créé en 1975, la nationally recognized statistical rating organization (NRSRO). Ce statut réglemente l'activité de notation et reconnaît à ce jour que les trois agences citées supra.

1 *Fitch n'attribue généralement pas de perspectives aux États souverains dont la note est égale ou inférieure à « CCC+ ».*

V. CHIFFRES CLÉS DE LA DETTE PUBLIQUE

Figure n°1: DETTE PUBLIQUE TOTALE

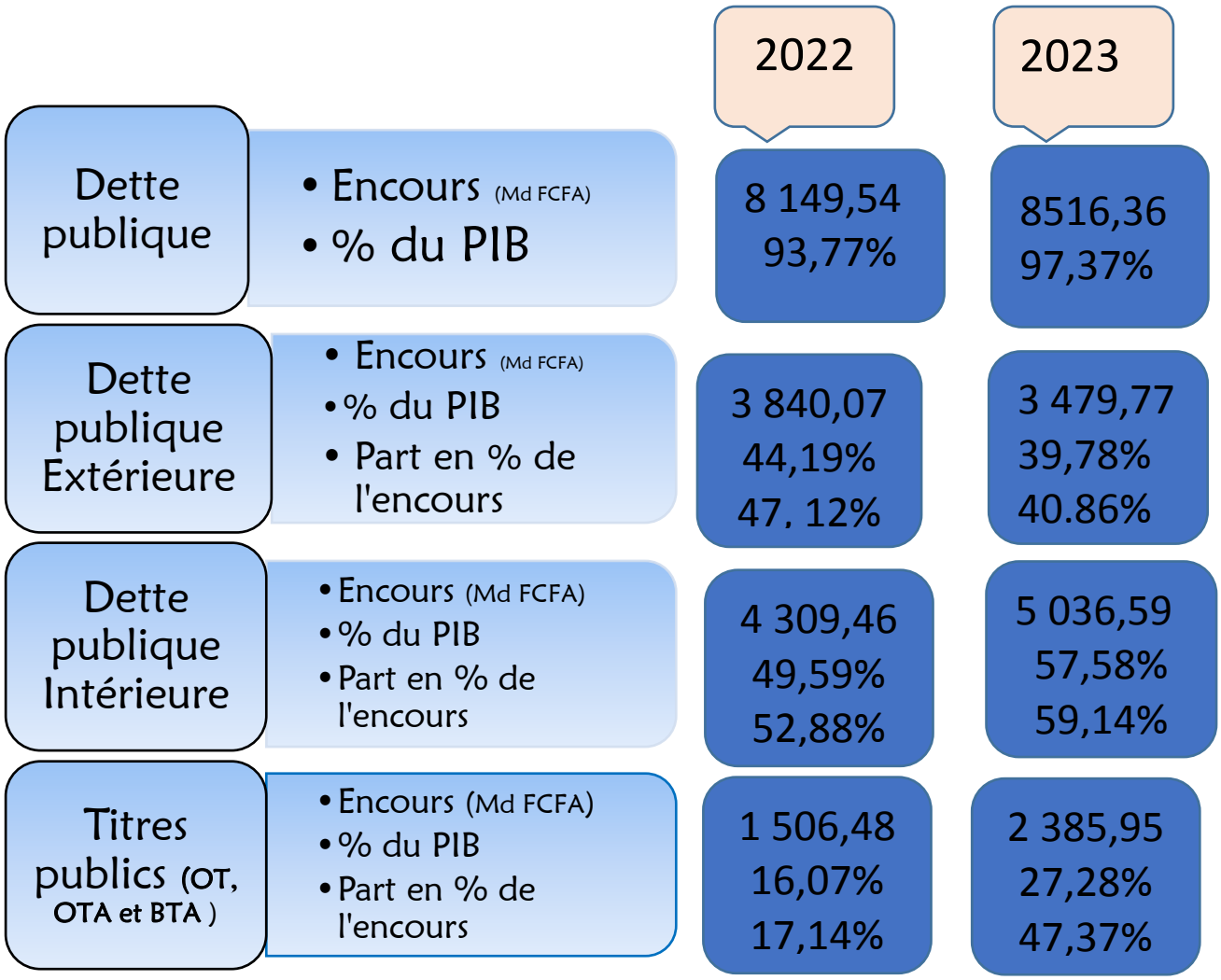


Figure n°2: DETTE EXTÉRIEURE

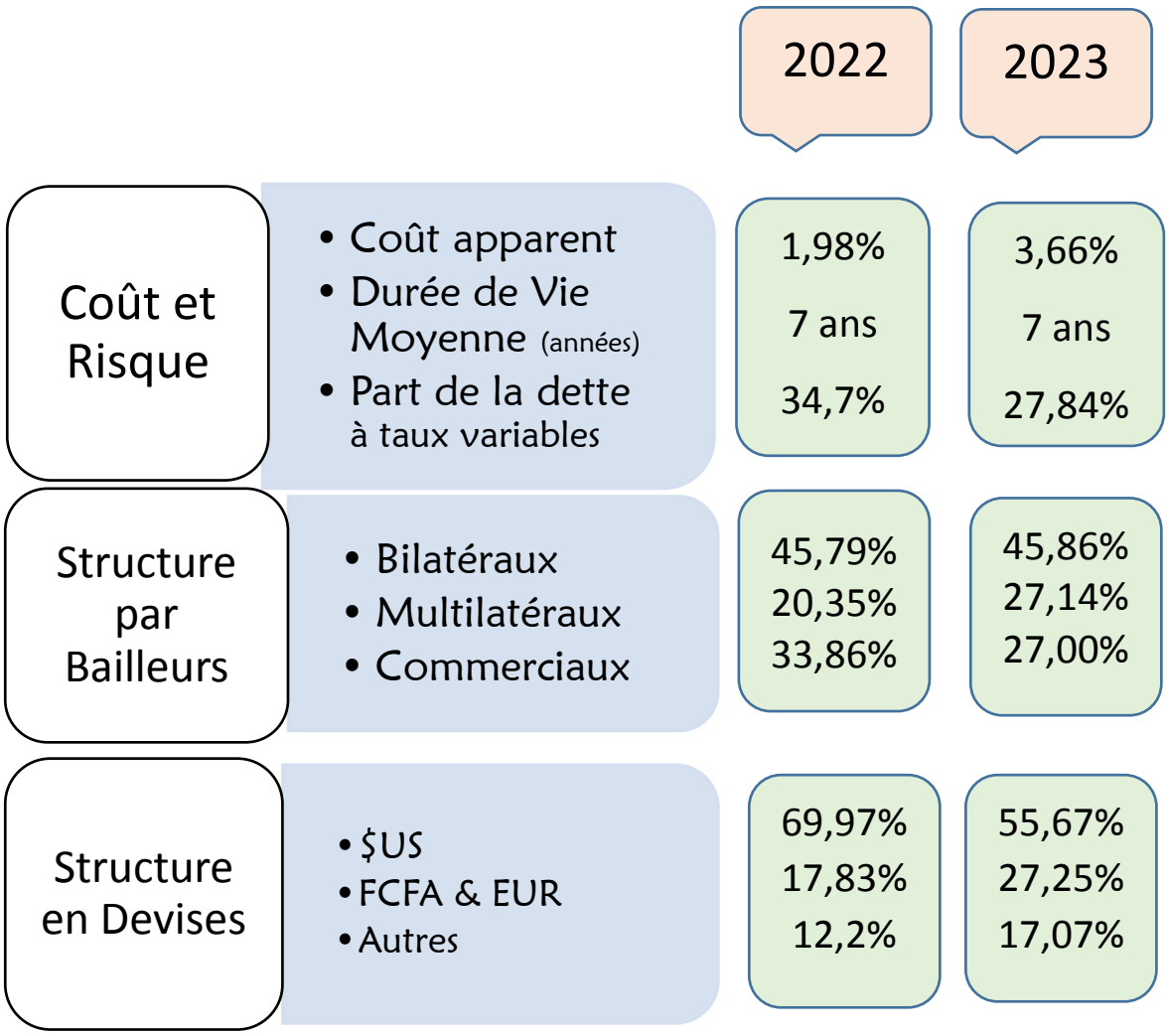


Figure n°3: DETTE INTERIEURE

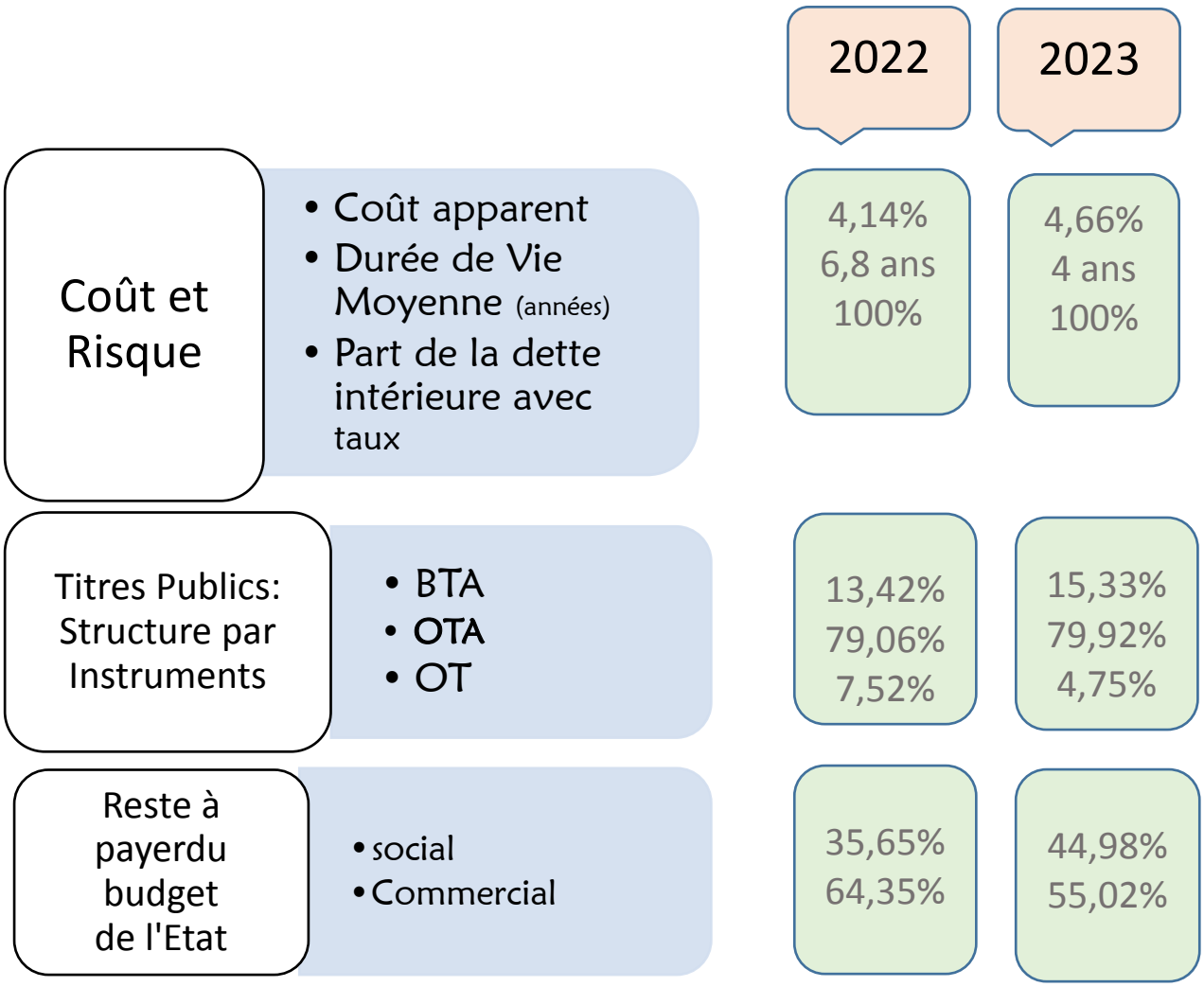


Tableau 2 : Situation de la dette publique du Congo

SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE DU CONGO AU 31 DECEMBRE 2023

en millions FCFA

DESIGNATION	Encours Hors Arriérés	Stock d'arriérés	Encours Total	Variation de change		ENCOURS	TRAITEMENT DU STOCK DES ARRIERES						SERVICE DU 01/01/2023 AU 31/12/2023									STOCK ARRIERES	Décaissements	Encours hors arriérés	Encours Total
	au	au	au	et corrections		TOTAL																au 31/12/2023	du 01/01/2023	au 31/12/2023	au 31/12/2023
	31/12/2022	31/12/2022	31/12/2022	Encours	Arriérés	APRES AJUSTEMENT	Annul.attendue	Rééchel.	Paiements	Variations de Change	Rééch. Attendu	Arriérés fin 31/12/2022 au 31/12/2023	Service Brut	Variations corrections	Service Net	AnnuL. Attendue	Rééchel.	Paiements	Variation de Change	Rééch. Attendu	Arriérés		au 31/12/2023		
	1	2	3=1+2	4	5	6=(3+4+5)	7	8	9	10=2+5-7-8-9-12	11	12	13	14	15=13+14	16	17	18	19=15-16-17-18-21	20	21=15-16-17-18	22=12+20	23	=1+4+6+15+17+	25=22+24
I- DETTE EXTERIEURE																									
I- CLUB DE PARIS	268 868	12 494	281 362	-519	0	280 843	0	0	11 859	0	0	1	43 396	4 987	50 442	0	0	50 129	313	0	0	0	14 182	293 558	293 559
Principal		11 788			0		0	0	11 316	0	0	1	38 680	1 215	41 855	0	0	41 597	259	0	0	0			
Intérêts		706			0		0	0	543	0	0	0	4 716	3 771	8 587	0	0	8 532	54	0	0	0			
II- DETTE MULTILATERALE	781 461	0	781 461	-8 521	0	772 940	0	0	0	0	1	0	27 809	14 458	42 266	0	0	41 903	364	0	0	0	196 001	944 443	944 443
Principal		0			0		0	0	0	0	0	0	21 023	3 475	24 498	0	0	24 209	288	0	0	0			
Intérêts		0		-6 263	0	78 454	0	0	0	0	1	0	6 787	10 982	17 768	0	0	17 693	75	0	0	0			
III- DETTE BILATERALE	1 402 954	74 873	1 477 827	-33 186	4 137	1 448 778	0	0	6 263	556	0	72 191	173 065	-5 607	167 245	3 249	0	160 319	2 276	0	1 400	73 591	4 052	1 228 598	1 302 189
Principal		24 119			3 280		0	0	4 650	577	0	22 173	146 787	-5 809	140 979	3 249	0	134 403	2 105	0	1 222	23 395			
Intérêts		50 753			857		0	0	1 613	-21	0	50 018	26 278	202	26 266	0	0	25 916	172	0	178	50 196			
Dont CHINE	*1 222 258*	*0*	*1 222 258*	*-39 918*	*0*	*1 182 340*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*150 025*	*-7 502*	*142 524*	*3 249*	*0*	*138 291*	*984*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 060 931*	*1 060 931*
Principal		*0*			*0*		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*127 792*	*-6 385*	*121 409*	*3 249*	*0*	*117 303*	*857*	*0*	*0*	*0*			
Intérêts		*0*			*0*		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*22 233*	*-1 118*	*21 115*	*0*	*0*	*20 988*	*127*	*0*	*0*	*0*			
IV- DETTE COMMERCIALE	**1 074 607**	**225 658**	**1 300 265**	**60 390**	**0**	**1 360 655**	**0**	**0**	**0**	**2**	**0**	**225 652**	**54 203**	**258 546**	**471 548**	**0**	**0**	**461 360**	**-4 533**	**14 720**	**0**	**225 654**	**0**	**713 929**	**939 583**
Principal		**79 715**			**0**		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**79 711**	**44 070**	**221 789**	**399 395**	**0**	**0**	**388 134**	**-3 327**	**14 589**	**0**	**79 712**			
Intérêts		**145 943**			**0**		**0**	**0**	**0**	**2**	**0**	**145 941**	**10 133**	**36 757**	**72 152**	**0**	**0**	**73 226**	**-1 205**	**131**	**0**	**145 942**			
IV-1 CLUB DE LONDRES	140 157	0	140 157	-4 943	0	135 214	0	0	0	0	0	0	25 993	-2 237	23 756	0	0	23 815	-59	0	0	0	0	118 888	118 888
Principal		0			0		0	0	0	0	0	0	17 864	-1 538	16 326	0	0	16 360	-34	0	0	0			
Intérêts		0			0		0	0	0	0	0	0	8 128	-698	7 430	0	0	7 455	-25	0	0	0			
IV-2 AFREXM BANK	32 152	0	32 152	-799	0	31 353	0	0	0	0	0	-1	28 210	392	28 603	0	0	29 030	-428	0	0	0	0	6 185	6 185
Principal		0			0		0	0	0	0	0	0	26 205	-1 038	25 167	0	0	25 521	-353	0	0	0			
Intérêts		0			0		0	0	0	0	0	-1	2 005	1 430	3 435	0	0	3 510	-74	0	0	0			
IV-3 DETTE TRADERS	625 182	0	625 182	39 296	0	664 478	0	0	0	2	0	0	125 820	263 230	389 050	0	0	393 492	-4 442	0	0	0	0	336 429	336 429
Principal		0			0		0	0	0	0	0	0	100 868	227 179	328 047	0	0	331 379	-3 332	0	0	0			
Intérêts		0			0		0	0	0	2	0	0	24 952	36 051	61 003	0	0	62 113	-1 110	0	0	0			
IV-4 SOCIETE CHINOISE	277 115	0	277 115	26 836	0	303 951	0	0	0	0	0	-1	32 978	-2 840	30 139	0	0	15 023	396	14 720	0	0	0	252 427	252 427
Principal		0			0		0	0	0	0	0	-1	32 668	-2 813	29 855	0	0	14 874	392	14 589	0	0			
Intérêts		0			0		0	0	0	0	0	0	310	-27	284	0	0	149	4	131	0	0			
IV-5 DIVERS CREANCIERS (1)	1	225 658	225 659	0	0	225 659	0	0	0	0	0	225 655	0	0	0	0	0	0	0	0	0	225 655	0	0	225 655
Principal		79 715			0		0	0	0	0	0	79 712	0	0	0	0	0	0	0	0	0	79 712			
Intérêts		145 943			0		0	0	0	0	0	145 943	0	0	0	0	0	0	0	0	0	145 943			
TOTAL DETTE EXTERIEURE	**3 527 890**	**313 024**	**3 840 915**	**18 164**	**4 137**	**3 863 215**	**0**	**0**	**18 122**	**558**	**1**	**297 844**	**298 473**	**272 383**	**731 500**	**3 249**	**0**	**713 711**	**-1 579**	**14 720**	**1 400**	**299 245**	**214 236**	**3 180 529**	**3 479 775**
Principal		**115 621**			**3 280**		**0**	**0**	**15 966**	**576**	**0**	**101 885**	**250 559**	**220 671**	**606 727**	**3 249**	**0**	**588 343**	**-675**	**14 589**	**1 223**	**103 108**			
Intérêts		**197 403**			**857**		**0**	**0**	**2 157**	**-19**	**1**	**195 959**	**47 914**	**51 712**	**124 773**	**0**	**0**	**125 368**	**-904**	**131**	**177**	**196 138**			
II- DETTE INTERIEURE	**3 533 765**	**1 044 884**	**4 578 649**	**13 196**	**354 270**	**4 946 115**	**0**	**0**	**155 351**	**0**	**0**	**1 243 802**	**957 995**	**15 121**	**973 116**	**0**	**0**	**973 116**	**0**	**0**	**0**	**1 243 802**	**1 071 683**	**3 792 788**	**5 036 590**
Principal		**1 044 884**			**354 270**		**0**	**0**	**155 352**	**0**	**0**	**1 243 802**	**810 736**	**15 121**	**825 857**	**0**	**0**	**825 857**	**0**	**0**	**0**	**1 243 802**			
Intérêts		**0**			**0**		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**147 259**	**0**	**147 259**	**0**	**0**	**147 259**	**0**	**0**	**0**	**0**			
TOTAL GENERAL (I+II)	**7 061 656**	**1 357 908**	**8 419 564**	**31 360**	**358 407**	**8 809 331**	**0**	**0**	**173 474**	**558**	**1**	**1 541 647**	**1 256 468**	**287 504**	**1 704 616**	**3 249**	**0**	**1 686 827**	**-1 579**	**14 720**	**1 401**	**1 543 048**	**1 285 919**	**6 973 316**	**8 516 365**
Principal		**1 160 505**			**357 550**		**0**	**0**	**171 317**	**576**	**0**	**1 345 687**	**1 061 295**	**235 792**	**1 432 584**	**3 249**	**0**	**1 414 200**	**-675**	**14 589**	**1 223**	**1 346 910**			
Intérêts		**197 403**			**857**		**0**	**0**	**2 156**	**-19**	**1**	**195 959**	**195 173**	**51 712**	**272 032**	**0**	**0**	**272 627**	**-904**	**131**	**177**	**196 138**			

Source : CCA – Direction de la dette

VI. SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2023

A- PRESENTATION

Au 31 décembre 2023, le stock total (encours et arriérés) de la dette publique du Congo s'est établi à **8 516,36 milliards de FCFA**, représentant **97,37%** du PIB, contre **8 149,54 milliards FCFA,** soit **93,7%** du PIB, à fin 2022.

Ce stock est composé de **6 973,3 milliards FCFA** d'encours et de **1 543,04 milliards de FCFA** d'arriérés.

Le taux d'endettement (encours + arriérés rapporté au PIB), situé à 97,37%, tombe à **79,72%** si l'on ne considère que l'encours hors arriérés. Cette différence donne une importante indication sur le poids des arriérés dans le portefeuille. En effet, les arriérés représentent 17,96% du PIB et se chiffrent à **1 543,04 milliards de FCFA**, dont 1 243,80 milliards pour la dette intérieure et 299,24 milliards pour la dette extérieure (voir tableau n°1).

L'encours total à fin décembre 2023 est mis en relief dans le tableau ci-après :

Tableau 3 : situation de la dette par groupe de créanciers

En milliards de XAF

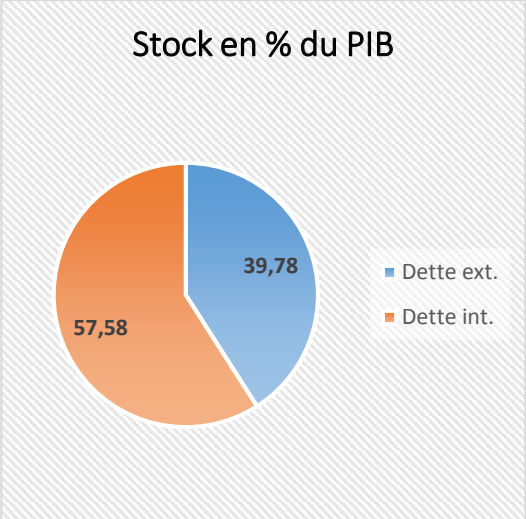
DESIGNATION	ENCOURS	ARRIERES			ENCOURS TOTAL	%
		Principal	Intérêts	Total		
I- DETTE EXTERIEURE	3 180,53	103,10	196,14	299,24	3 479,77	40,86%
1- DETTE MULTILATERALE	944,44	0,00	0,00	0,00	944,44	
2- DETTE BILATERALE	1 522,16	23,39	50,20	73,59	1 595,75	
Dont Chine	1 060,48	0,00	0,00	0,00	1 060,48	
3- DETTE COMMERCIALE	713,93	79,71	145,94	225,65	939,58	
Dont Traders	336,43	0,00	0,00	0,00	336,43	
II- DETTE INTERIEURE	3 792,79	1 243,80	0,00	1 243,80	5 036,59	59,14%
1- DETTE CONVENTIONNE	3 162,76	0,00	0,00	0,00	3 162,76	
BGFI BANK	46,23	0,00	0,00	0,00	46,23	
- Emprunt obligataire	113,23	0,00	0,00	0,00	113,23	
- Obligations du Trésor	1 906,80	0,00	0,00	0,00	1 906,80	
- BTA	365,86	0,00	0,00	0,00	365,86	
Consolidation BEAC	572,00	0,00	0,00	0,00	572,00	
Allocations des avoirs DTS	158,64	0,00	0,00	0,00	158,64	
2- DETTE NON CONVENTIONNEE	630,03	1 243,80	0,00	1 243,80	1 873,83	
- Dette Commerciale déjà auditée	0,00	505,70	0,00	505,70	505,70	
-Dette commerciale encours d'audit	0,00	125,08	0,00	125,08	125,08	
-Dette Chinoise auditée	400,26	0,00	0,00	0,00	400,26	
- Dette Sociale	229,76	613,02	0,00	613,02	842,78	
TOTAL DETTE (I + II)	6 973,32	1 346,91	196,14	1 543,04	8 516,36	100,00%

Source : CCA – Direction de la dette

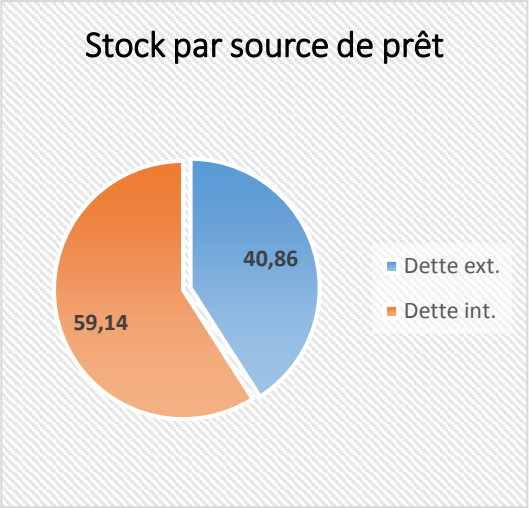
B- STRUCTURE DE LA DETTE A FIN DECEMBRE 2023

Le portefeuille de la dette publique à fin décembre 2023 fait ressortir un encours total de la dette publique, arriérés compris, de 8 516,36 milliards FCFA (97,37% du PIB) dont 3 479,77 milliards FCFA de dette extérieure (39,78% du PIB) et 5 036,59 milliards FCFA de dette intérieure (57,58% du PIB).

Graphique 1: stock en % du PIB



Graphique 2 : stock en % du total



La dette intérieure représente 59,14% du total contre 40,86% pour la dette extérieure.

1. Dette extérieure

Avec un encours de 3 479,77 milliards FCFA, la dette extérieure se décompose comme suit :

- Encours hors arriérés : …… 3 180,53 milliards de FCFA ;
- Arriérés : ……... 299,24 milliards de FCFA.

En comparaison avec la situation à fin décembre 2022, le stock de la dette extérieure a baissé de 9,4%, revenant de 3 840,08 milliards de FCFA à 3 479,77 milliards de FCFA au 31 décembre 2023, en lien avec les paiements effectués.

2. Dette intérieure

L'encours de la dette intérieure se chiffre à 5 036,59 milliards FCFA et se décompose ainsi qu'il suit :

- Encours hors arriérés : …… 3 792,78 milliards de FCFA ;
- Arriérés : ……... 1 243,80 milliards de FCFA.

Entre 2022 et 2023, le stock de la dette intérieure a enregistré une hausse de 16,9%, passant de 4 309,47 milliards de FCFA à 5 036,59 milliards de FCFA.

VII. EVOLUTION DU STOCK DE LA DETTE

Après avoir observé une tendance baissière entre 2004 et 2010, à la faveur de l'initiative PPTE, le stock de la dette s'est orienté de nouveau à la hausse pour atteindre 2 261 milliards FCFA en 2013. Le pic de 5 941 milliards FCFA, enregistré en 2017, a marqué le départ d'une tendance haussière qui a culminé à 8 516,36 milliards FCFA à fin 2023.

Cette trajectoire haussière de la dette sur les dix (10) dernières années est liée à la politique budgétaire expansionniste du gouvernement. Cet encours intègre notamment la dette à l'égard des traders, les nouveaux décaissements sur les prêts avec la Chine dans le cadre du partenariat stratégique et l'encours des titres du Trésor émis sur le marché de la CEMAC.

L'encours de la dette publique hors arriérés est la composante qui a connu la plus forte augmentation après l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE, en passant de 2 261 milliards en 2013 à 6 973 milliards de FCFA en 2023.

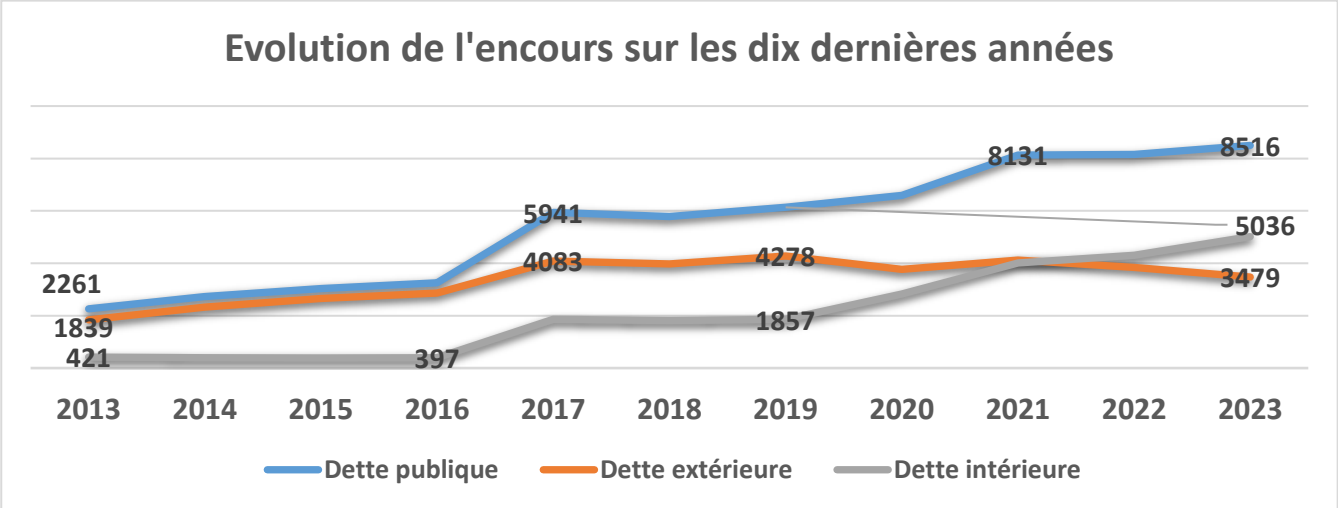
Tableau 4: situation de la dette sur les dix (10) dernières années

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Dette publique	2 261	2 724	3 036	3 255	5 941	5 780	6 135	6 596	8 131	8 149	8 516
Dette extérieure	1 839	2 330	2 651	2 858	4 083	3 970	4 278	3 767	4 117	3 840	3 479
Dette intérieure	421	394	386	397	1 858	1 810	1 857	2 829	4 014	4 309	5 036
Ext/DP (%)	81%	86%	87%	88%	69%	69%	70%	57%	51%	47%	40%
Int/DP (%)	19%	14%	13%	12%	31%	31%	30%	43%	49%	53%	60%

Source : CCA – Direction de la dette

Le graphique ci-dessous donne une indication sur l'évolution constante de l'encours sur les dix (10) dernières années.

Graphique 3 : Evolution de l'encours de la dette publique



Source : CCA – Direction de la dette

A. LE TAUX D'ENDETTEMENT

Le rapport stock dette publique sur PIB est passé de 20% en 2010, année d'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE, à 93,77% du PIB en 2022, avant d'atteindre 97,37% à fin 2023.

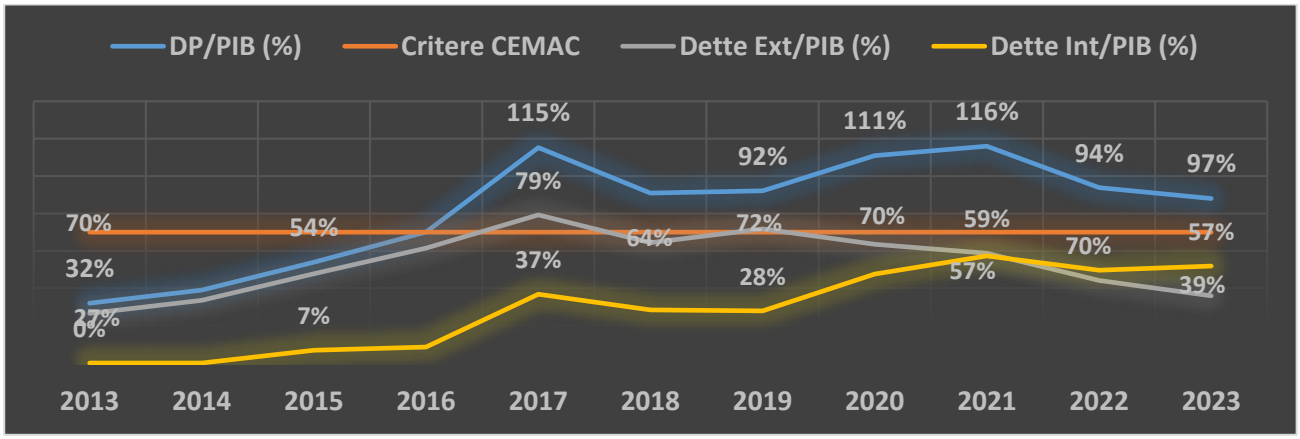
Tableau 5 : Évolution du taux d'endettement de 2013 à 2023

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
% DP/PIB	32,60%	39,13%	54,65%	70,06%	115,31%	90,93%	92,07%	111,10%	116,05%	93,77%	97,37%
% Ext/PIB	26,54%	33,48%	47,71%	61,51%	79,24%	64,45%	71,70%	63,46%	58,75%	44,19%	39,78%
% Int/PIB	6,06%	5,65%	6,94%	8,55%	36,07%	26,48%	20,37%	47,64%	57,30%	50,60%	57,58%
Critère CEMAC	70%	70%	70%	70%	70%	70%	70%	70%	70%	70%	70%

Source : CCA – Direction de la dette

On constate que depuis 2017, ce ratio d'endettement est demeuré au-dessus du critère de convergence de la CEMAC fixé à 70%. Ce ratio a commencé a enregistré une baisse à partir de 2022, en lien avec la bonne orientation du PIB.

Graphique 4 : Évolution du ratio stock de la dette rapporté au PIB sur les 10 dernières années



Source : CCA – Direction de la dette

Encadre 1 : Evolution du taux d'endettement de 2013 à 2023

Tirant avantage des effets du point d'achèvement de l'IPPTE, le Congo a mené une politique d'endettement prudente entre 2013 et 2015, qui s'est traduite par un ratio Dette/PIB moyen en dessous de la norme communautaire de 70%, soit 42%.

Cependant, entre 2015 et 2016, ce ratio a augmenté de plus de 15 points de base pour dépasser le seuil de convergence de la CEMAC (70% du PIB) (cf. graphique 3). Cette hausse traduit une politique budgétaire expansionniste visant à soutenir les investissements dans la construction des infrastructures de base

En 2017, la situation de la dette s'est aggravée, avec un taux d'endettement qui a atteint le pic de **115%**. Depuis, la dette est devenue insoutenable et les équilibres macroéconomiques ayant été rompus.

C'est dans ce contexte que le Congo s'est résolu à conclure un accord avec le FMI, en juillet 2019. Par la suite, cet accord a été remplacé par un autre, signé en janvier 2022 et poursuivant l'objectif de restauration des équilibres macroéconomiques, dont la soutenabilité de la dette publique. La mise en œuvre de cet accord a permis de ramener le taux d'endettement à 97,37%, à fin 2023.

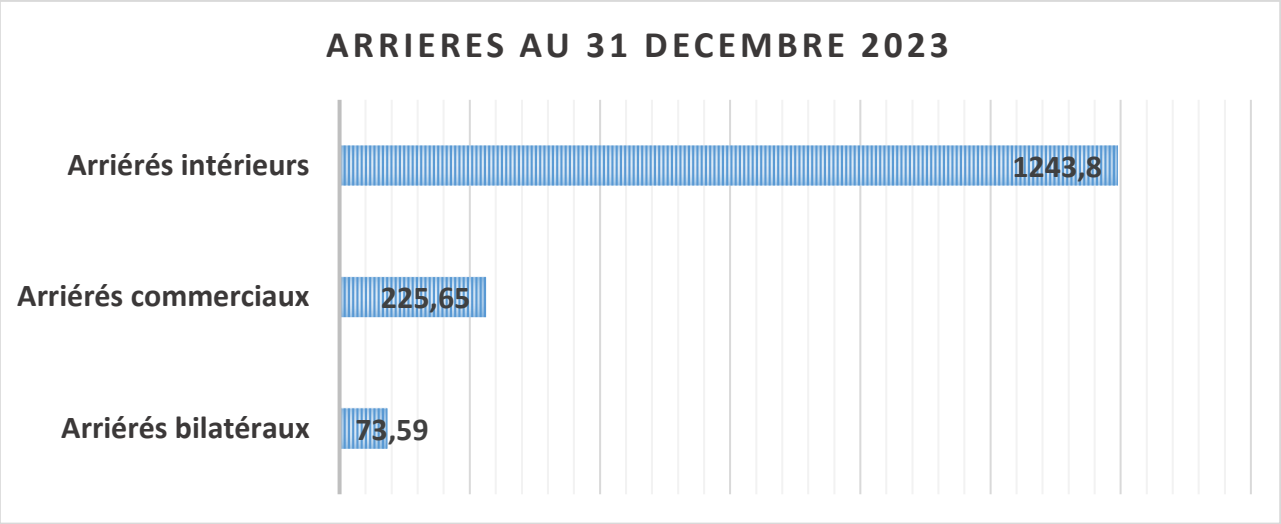
B. ARRIERES

1. Stock à fin 2023

A fin décembre 2023, le montant total des arriérés est évalué à **1 543,04 milliards de CFA** dont **:**

- Arriérés extérieurs : 299.24 milliards F CFA **;**
- Arriérés intérieurs : 1 243,80 milliards de F CFA**.**

Graphique 5 : ventilation des arriérés entre les créanciers en valeur nominale



Source : CCA – Direction de la dette

Tableau 6 : Arriérés du portefeuille de la dette publique

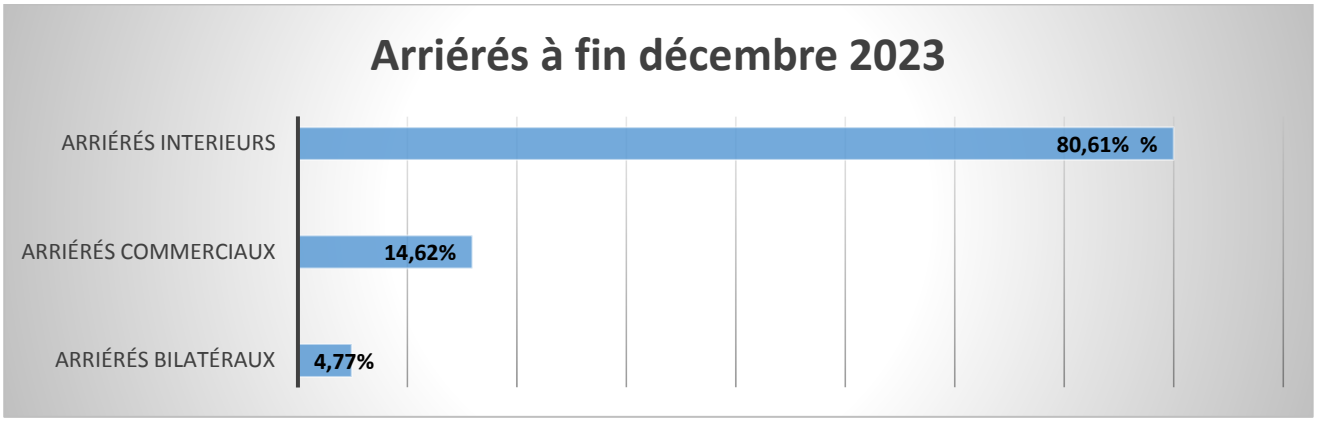
	ARRIERES			Part relative
	Principal	Intérêts	Total	
I- DETTE EXTERIEURE	103,10	196,14	299,24	19,39%
DETTE BILATERALE	23,39	50,20	73,59	4,77%
DETTE COMMERCIALE	79,71	145,94	225,65	14,62%
II- DETTE INTERIEURE	1 243,80	0,00	1 243,80	80,61%
- Dette Commerciale déjà auditée	505,70	0,00	505,70	32,77%
-Dette commerciale encours d'audit	125,08	0,00	125,08	8,11%
- Dette Sociale	613,02	0,00	613,02	39,73%
TOTAL DETTE (I + II)	1 346,91	196,14	1 543,04	100,00%

Source : CCA – Direction de la dette

Le poids des différents créanciers dans les arriérés est illustré dans le graphique ci-après :

Graphique 6: Ventilation des arriérés entre les créanciers en pourcentage

En milliards de FCFA



Source : CCA – Direction de la dette

Les arriérés sont majoritairement liés à la dette intérieure, soit 80,61% contre 19,39% pour la dette extérieure (dont 4,77% d'arriérés bilatéraux et 14,62% liés à la dette commerciale).

2. Arriérés extérieurs

A fin 2023, le montant total des arriérés extérieurs s'élève à **299,24 milliards F CFA.** L'analyse du stock des arriérés extérieurs montre que le Congo n'a pas accumulé des arriérés envers les créanciers multilatéraux. Cependant, des arriérés ont été enregistrés au titre de la dette bilatérale (4,77%) et de la dette commerciale (14,62%).

Les arriérés extérieurs représentent 8,60% du stock de la dette extérieure et 2,94% du PIB. Ils s'expliquent principalement par :

- La suspension des paiements à l'égard de certains créanciers bilatéraux (Angola et postes africaines) en attendant la signature des accords de restructuration de la dette, selon le cadre de l'initiative PPTE, à minima ;

- La non-signature des accords de consolidation avec des créanciers fournisseurs non assurés ayant refusé de traiter leurs dettes conformément aux conditions de l'initiative PPTE, telles que présentées dans l'offre globale d'apurement faite par le Gouvernement le 13 février 2008 (cette catégorie de créanciers détient près de 50% du stock des arriérés), il s'agit essentiellement du groupe Hojjeij (Commisimpex et Incofi) ;

- Par le décalage de certains remboursements du fait de certains risques opérationnels dans le circuit de paiement.

Les arriérés extérieurs devraient évoluer à la baisse, compte tenu de l'important effort de paiement consenti par les autorités nationales, de la conclusion des accords de traitement de dette et enfin de la suspension du service de la dette dans le cadre de la mise en œuvre de l'initiative du G20.

3. Arriérés intérieurs

Au 31 décembre 2023, les arriérés intérieurs ont été arrêtés à **1 243,80 milliards** de FCFA, et représentent 24,55% de l'encours de la dette intérieure (12,23% du PIB). Il s'agit notamment :

- des arriérés audités de la dette commerciale arrêtés à **505,70 milliards F CFA**) ;
- des arriérés en cours d'audit de la dette commerciale évalués à **125,08 de milliards F CFA** environ ;
- des arriérés sociaux pour **613,022 milliards de F CFA.**

Les arriérés intérieurs concernent principalement les impayés des précédents exercices budgétaires, transférés à la CCA pour prise en charge. Ces arriérés font l'objet d'audit par des cabinets privés (volet commercial) ou de recensement par les services de l'État (volet social).

4. Apurement des arriérés

Le Gouvernement a lancé plusieurs initiatives de paiement des arriérés, depuis quelques années. Par ailleurs, il a été adopté le décret numéro 2023-1579 du 19 septembre 2023 qui fixe les modalités de remboursement des arriérés intérieurs commerciaux et sociaux de l'Etat.

Il convient de noter que ce texte règlementaire, offre aux créanciers plusieurs options de traitement de leurs créances, selon la catégorie à laquelle ils appartiennent. A travers ce décret, l'Etat Congolais définit les modalités de remboursement des arriérés commerciaux et sociaux de la période allant de 2003 à 2021.

Encadré 2 : STRATEGIE D'APUREMENT DES ARRIERES INTERIEURS.

1. DES FORMALITES REQUISES POUR L'ELIGIBILITE DU CREANCIER

Sont éligibles aux modalités d'apurement prévues par le décret, les créances enregistrées, recensées, reconnues et validées par la Caisse Congolaise d'Amortissement (C.C.A.) au terme des différents audits et validations.

Les audits des arriérés commerciaux réalisés en plusieurs phases, concernaient les arriérés des périodes 2014-2016 ; 2003 à 2018 ; 2019-2020 et 2021. Ces audits ont été réalisés par un consortium formé par les cabinets d'audit E&Y et EXCO CACOGES.

Les validations des créances sociales ont été réalisées par les services de l'Administration.

Aux termes des dispositions de l'article 4 du décret, le créancier signera avec la CCA une convention, laquelle déterminera les modalités de remboursement de la créance. Ces modalités varient en fonction du type et de la valeur de la créance.

2. DES MODALITES DE REMBOURSEMENT DE LA CREANCE

Les modalités de remboursement diffèrent selon qu'il s'agit d'une créance à caractère commercial (a) ou d'une créance à caractère social (b).

a. Dettes commerciales

Les modalités de remboursement des dettes commerciales sont prévues aux articles 6 à 10 du décret.

La créance éligible au traitement est celle résultant de la compensation entre les dettes de l'Etat et ses démembrements et celles des créanciers domestiques. C'est la valeur de la créance nette après compensation qui sera apurée selon les modalités ci-après :

** Les créances dont le montant est inférieur ou égal à dix millions (10.000.000) F CFA, sont remboursées intégralement en un seul paiement ;*

** Les créances dont les montants sont compris entre dix millions (10.000.000) F CFA et deux-cents millions (200.000.000) F CFA, sont remboursées par le versement d'un premier acompte de dix millions (10.000.000) F CFA.*

Le solde après acompte sera traité en fonction de la décote choisie par le créancier parmi les options ci-dessous :

- *Soit consentir à l'Etat une décote du solde à hauteur de soixante-six pourcents (66%), et se voir payer les trente-quatre pourcents (34%) restants au cours l'année de la signature de la convention, 2024 en l'occurrence ;*
- *Soit consentir à l'Etat une décote du solde à hauteur de trente-cinq pourcents (35%), et se voir payer les soixante-cinq pourcents (65%) restants en deux (2) annuités, à raison d'un paiement par an à compter de 2024 ;*
- *Soit consentir à l'Etat une décote du solde à hauteur de vingt-cinq pourcents (25%), et se voir payer les soixante-quinze pourcents (75%) restants en trois (3) annuités, à raison d'un paiement par an à compter de 2024.*

Le choix du créancier sera constaté dans un bulletin. En fonction de celui-ci, un tableau d'amortissement sera confectionné, lequel donne lieu à la signature d'une convention de remboursement entre le créancier et la CCA.

Pour les montants, après compensation, dépassant la barre des deux cents millions (200.000.000) F CFA, le processus reste le même, à l'exception des durées de remboursements qui sont doublés, selon les options.

Ainsi, après l'acompte de dix millions (10.000.000) F CFA, le créancier optera librement parmi les options ci-dessous :

- soixante-six pourcents (66%) de décote, et les trente-quatre pourcents (34%) restants, payables en deux (2) annuités, à raison d'un paiement par an à compter de 2024 ;

- trente-cinq pourcents (35%) de décote, et les soixante-cinq pourcents (65%) restants, payables en quatre (4) annuités, à raison d'un paiement par an à compter de 2024 ;

- vingt-cinq pourcents (25%) de décote, et se voir payer les soixante-quinze pourcents (75%) restants en six (6) annuités, à raison d'un paiement par année à compter de 2024.

Les créanciers devront faire parvenir à la CCA le bulletin retraçant leur choix, dans le délai d'un (1) mois, à compter de la date de réception de la note d'information de la CCA. A défaut, la CCA choisira à la place du créancier.

Pour la mise en œuvre de la stratégie d'apurement, l'Etat a signé une convention avec LCB, au terme de laquelle, cette banque a été désignée « institution payeur » pour la première phase, soit le paiement des créances inférieures ou égales à dix millions de FCFA. Les opérations de paie ont commencé courant mars 2024.

b. Dettes sociales

Aux termes des dispositions de l'article 11 du décret, les créances sociales ne feront pas l'objet de décote. Ces créances seront réglées par l'émission de titres permettant de répartir et amortir la dette dans le temps.
Les créances sociales éligibles sont celles dûment constatées, vérifiées et validées par la CCA.
Les montants inférieurs à cinq millions (5.000.000) F CFA seront remboursés en un seul paiement.
Les montants supérieurs à cinq millions (5.000.000) F CFA seront remboursés suivant un échéancier pouvant s'étaler sur sept (7) ans.
Les modalités de remboursement dans le temps seront précisées par un texte spécifique.

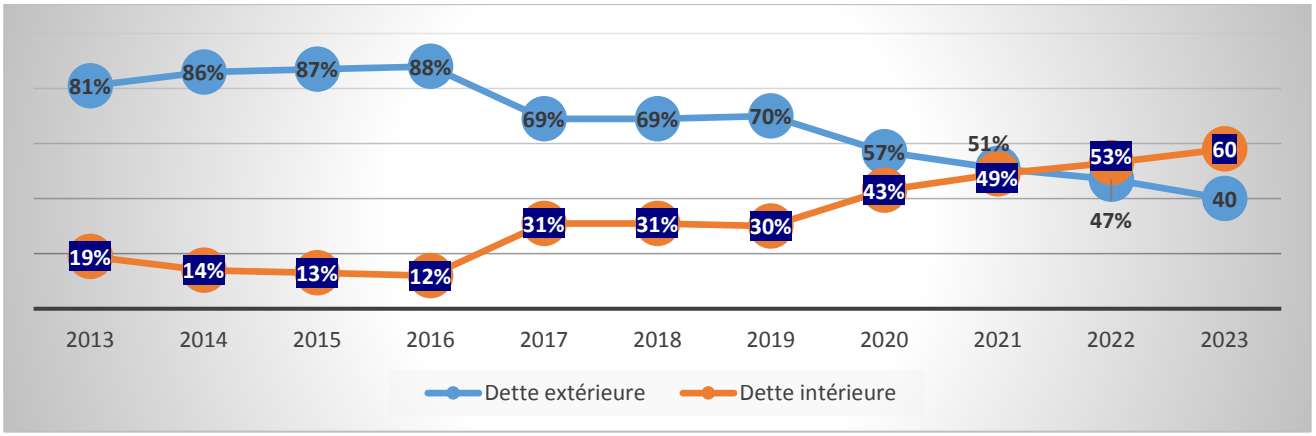
A. Composition par type de créanciers

La répartition de l'encours total de la dette publique entre la dette extérieure et intérieure montre qu'à fin décembre 2023, la dette intérieure se chiffre à 5 036,5 milliards FCFA (59,14%) contre 3 479,77 milliards FCFA (40,86%) pour la dette extérieure.

Pendant longtemps, la dette extérieure a dominé l'encours total de la dette publique avec une part moyenne de 70%. Mais sur les sept dernières années (2017-2021), on observe une montée de la part de la dette intérieure. Ce basculement s'explique par :

- le « tassement » de la dette extérieure du fait de la contrainte de concessionnalité (élément don égale à un minimum 35%), d'une part,
- l'accroissement des tirages sur le marché intérieur des titres publics, d'autre part.

Graphique 7 : répartition historique dette publique extérieure-intérieure

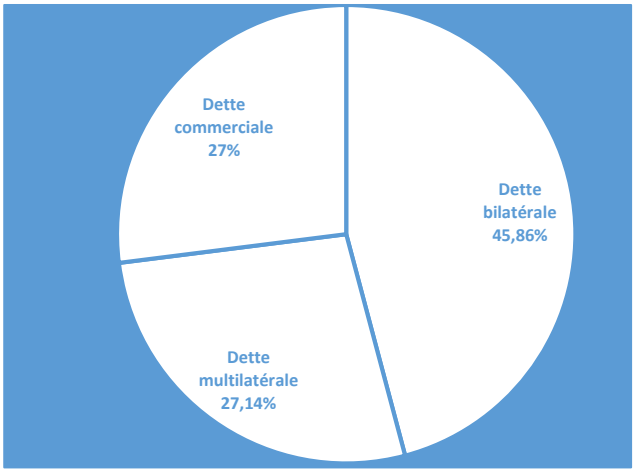


Source : CCA – Direction de la dette

Il convient de relever que le rapport dette intérieure sur PIB, qui était en moyenne de 7% entre 2013 et 2016, a atteint 36% en 2017, suite à l'introduction de nouveaux instruments de dette, particulièrement les titres publics, dont le pays a lancé la première émission en 2017.

a. Dette extérieure

Graphique 8 : composition du stock de la dette extérieure par catégorie de créanciers



Source : CCA – Direction de la dette

L'examen du tableau n°3 ci-dessus montre que **l'encours de la dette extérieure** est tiré par la dette bilatérale, avec un stock total de **1 595,75 milliards de FCFA** (45,86%), suivi de la dette multilatérale, avec 944,44 milliards (27,14%) et enfin de la dette commerciale qui se chiffre à 939,58 milliards (27,00%).

La dette bilatérale dominée par les engagements à l'égard de la Chine avec un stock de 1 060,48 milliards de FCFA. Les Traders sont les plus grands porteurs des créances commerciales, avec un stock de 336,43 milliards de FCFA. Enfin, la Banque mondiale caracole à la tête de la dette multilatérale, avec un stock de 366,28 milliards de FCFA.
Il sied de rappeler que des arriérés ont été accumulés sur les dettes bilatérale et commerciale.

a_1. Créanciers bilatéraux

Avec un encours hors arriérés de **1 522,16 milliards de FCFA** à fin 2023, les créanciers bilatéraux représentent **47,86%** de la dette extérieure hors arriérés et occupent, en termes de volume la première place dans le portefeuille de la dette extérieure. Il s'agit essentiellement des créanciers bilatéraux non-membres du club de Paris (Chine, Inde, Turquie, Libye, Angola…), avec un stock de dette de 1 302,189 milliards FCFA dont un encours hors arriéré de 1 228,598 milliards FCFA et des arriérés de 73, 591 milliards FCFA. Les créanciers membres du Club de Paris (France, Brésil, Belgique, Russie), quant à eux, représentent un encours de 293,558 milliards FCFA.

a_2. Créanciers multilatéraux

Au 31 décembre 2023, l'encours hors arriérés de la dette multilatérale est arrêté à 944,44 milliards de FCFA et représente 29,69% de la dette extérieure hors arriérés. Il est essentiellement contracté auprès des organismes internationaux suivants : IDA/BIRD, BAD/FAD, BDEAC, FIDA, BADEA, BEI, OPEP. Aucun arriéré n'a été enregistré sur ce segment en 2023.

a_3. Créanciers commerciaux

Avec un encours hors arriérés de **713,93 milliards FCFA** au 31 décembre 2023, soit **22,45%** de l'encours de la dette extérieure hors arriérés, les créanciers commerciaux occupent le troisième rang dans le portefeuille de la dette extérieure. Le stock total est porté à **939, 581 milliards FCFA,** en raison des arriérés qui s'élèvent à 225, 654 milliards de FCFA.

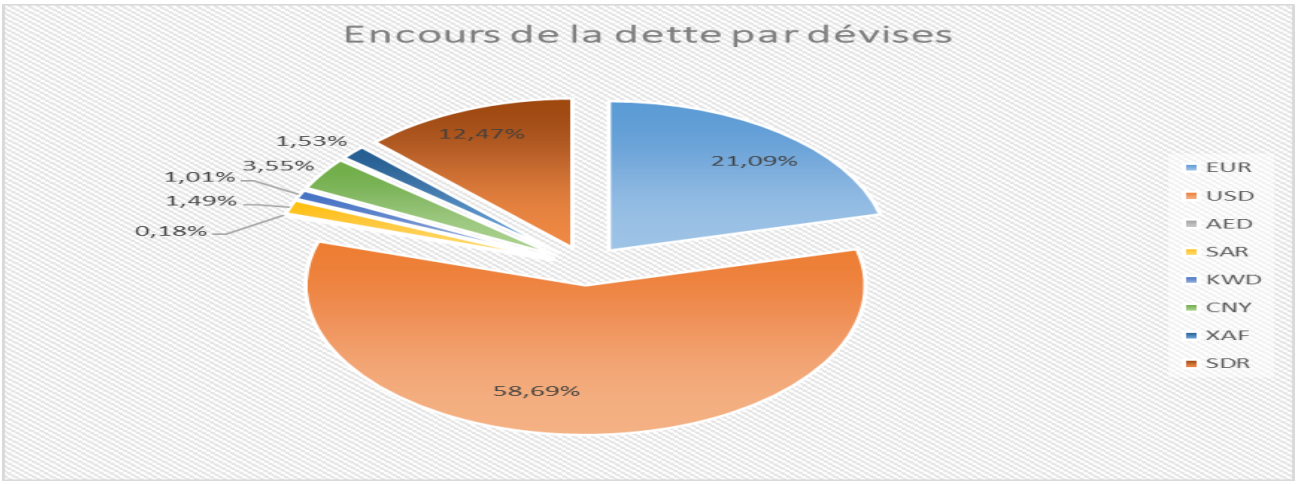
Cette catégorie de dette est contractée principalement auprès du Club de Londres, d'AFREXIM BANK, des traders (Trafigura et Glencore), de sociétés chinoises (CMEC et CRBC) et des divers créanciers non assurés.

B. Composition de la dette publique par devises

A fin 2023, le portefeuille de la dette extérieure du Congo est réparti comme suit : USD 60,31%, Euro et CFA 28,87%, DTS 5,96%, RMB 3,27 et les autres devises (SAR, AED et KWD) représentent 1,59%.

La dette en dollar US représentant 60,31%, est principalement contractée auprès de la Chine, du Club de Londres et des Traders.

Graphique 9: composition de la dette extérieure par devises

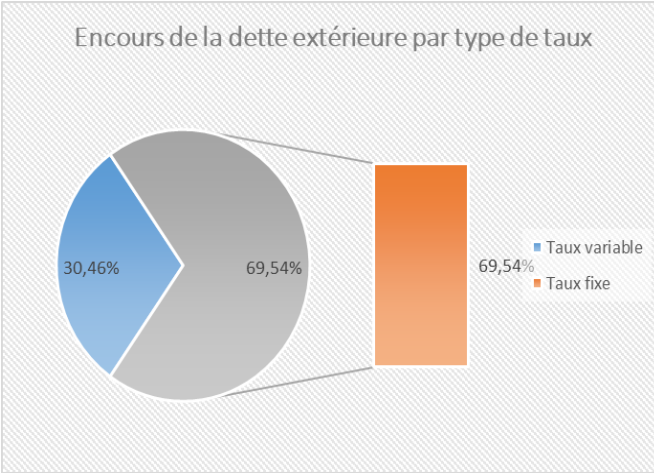


Source : CCA – Direction de la dette

a) Composition du portefeuille par type de taux d'intérêt

Le portefeuille de la dette publique est constitué essentiellement des instruments contractés à taux fixe, **80,33%** contre **19,67%** à taux variable.

Graphique 10 : Dette extérieure par type de taux



Le portefeuille de la dette publique extérieure est essentiellement composé de 69,54% de prêts à taux fixe contre 30,46% de prêts à taux variable.

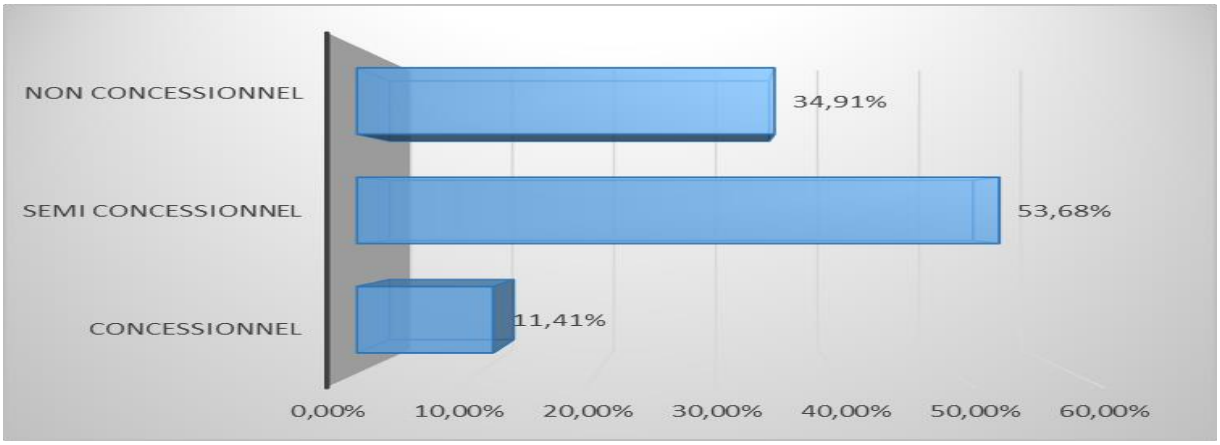
Toute la dette intérieure est contractée à taux fixe.

Source : CCA – Direction de la dette

b) Composition de la dette extérieure par type de prêt

La dette extérieure est composée à 11,41% de prêts concessionnels (élément don supérieur ou égal à 35%), 53,68% de prêts semi concessionnel (élément don inférieur à 35%) et 34,91% de prêts non concessionnels ou commerciaux (Traders, Club de Londres, Afreximbank et divers créanciers fournisseurs non assurés).

Graphique 11: Dette extérieure par type de prêt



Source : CCA – Direction de la dette

b. Dette intérieure

A fin décembre 2023, l'encours de la dette intérieure hors arriérés s'est élevé à **3 792,78 milliards de FCFA**. Il a été composé principalement des nouveaux instruments de titres publics (**62,91%** de l'encours hors arriérés) (tableau n°2).

Cet encours se répartit ainsi qu'il suit :

- Les titres publics pour 2 385,89 milliards de FCFA ;
- La consolidation la dette à l'égard de la BEAC pour 572 milliards FCFA. Cette consolidation résulte des résiduels des avances statutaires accordées par la BEAC, qui ont été consolidés et restructurés à la suite de la décision de la BEAC de supprimer progressivement les avances aux États ;
- La dette bancaire pour 46,23 milliards F CFA ;
- Les allocations DTS de 158, milliards FCFA ;
- La consolidation de la dette envers les sociétés CRBC et CSCEC pour 400,26 milliards FCFA ;
- La dette sociale hors arriérés pour un montant de 229,76 milliards de FCFA.

Il convient de noter que le Congo est présent depuis 2016 sur le marché financier de la CEMAC. Au 31 décembre 2023, l'encours des titres publics s'est décliné comme suit :

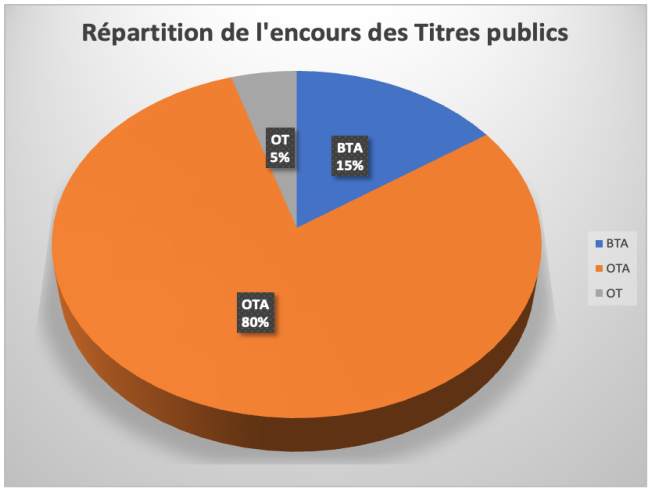
- Les Bons du trésor assimilables (BTA) pour 365,86 milliards de FCFA ;
- Les Obligations de trésor assimilables (OTA) avec 1 906,80 milliards de FCFA ;
- Les Obligation du Trésor (OT) pour 113,23 milliards de FCFA.

Tiré par les OTA (79,92%), l'encours des titres publics est passé de 192 milliards de FCFA en 2017 à 2 385,89 milliards six ans après (2023). L'encours des OTA a plus que doublé en 2 ans, passant de près 795 milliards de FCFA en 2021 à 1 906,80 milliards à fin 2023, soit une progression de 139,8%. Cet encours reste dominé comme les années précédentes par les OTA à 2 ans et 3 ans.

On note également une augmentation de l'encours des BTA, qui est passé de 205,89 milliards de FCFA en 2021 à 365,86 milliards de FCFA en 2023, soit une augmentation de 77,7%.

La trajectoire tracée par la stratégie de gestion de la dette à moyen terme, qui préconisait une amélioration du risque de refinancement par la diminution de la part des BTA et le rallongement des maturités des OTA, n'a visiblement pas été suivie et implémentée, dans les interventions du Congo, sur le marché des valeurs du Trésor.

Graphique 12: Répartition de l'encours des titres publics



A l'instar de l'année précédente, l'encours des titres publics à fin décembre 2023 est dominé par les OTA avec près de 80% du total, suivi par les BTA avec près de 15% du total. L'encours des OT est resté stable à 113 milliards de FCFA, soit près 5% du total

Source : CCA – Direction de la dette

Tableau n°7 : Évolution de l'encours des titres publics de 2016 à 2023 (Mds de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
BTA	0	10,00	46,61	142,11	107,72	205,89	202,27	365,86
OTA	0	0	0	153,5	575,25	794,89	1 190,99	1 906,80
OT	192,3	0	0	0	0	113,23	113,23	113,23
TOTAL	192,3	10,00	46,61	295,61	679,97	1 114,00	1 506,49	2 385,89

Source : CCA – Direction de la dette

VIII. DECAISSEMENTS

Les décaissements effectués courant 2023 se sont chiffrés à **1 285,92 milliards de Francs CFA** contre **1 235,96 milliards de FCFA** en 2022. Ils se répartissent en décaissements intérieurs et extérieurs.

A- Décaissements intérieurs

Les décaissements intérieurs sont exclusivement liés à la mobilisation de ressources sur le marché des valeurs du trésor de la CEMAC. Ils se sont élevés à **1 071,68 milliards de FCFA** et se sont décomposés comme suit :

- Bons du Trésor …….....721,73 milliards F CFA ;
- Obligations du Trésor …….……349,95 milliards F CFA.

B- Décaissements extérieurs

Le montant total des décaissements extérieurs, à fin 2023, est ressorti à 214,24 milliards de FCFA et sont liés aux :

- projets d'investissements :……..61,88 milliards de FCFA ;
- appuis budgétaires :…… ……..…152,36 milliards de FCFA.

Les décaissements extérieurs au titre des projets d'investissements, représentant 28,88% du total des décaissements extérieurs, sont arrêtés répartis de la manière suivante :

- **Créanciers multilatéraux : ……. 56,77 milliards F CFA**
  - Banque Mondiale (AID et BIRD) ..... 44,70 milliards F CFA ;
  - BAD/FAD……..... 7,27 milliards F CFA;
  - BDEAC……..... ...4,58 milliards F CFA ;
  - FIDA/BADEA … ……..... .. 0,22 milliard F CFA.

- **Créanciers bilatéraux : ……..5,11 milliards F CFA**
  - AFD……1,06 milliards F CFA ;
  - Eximbank Inde…… …….. 4,05 milliards F CFA.

Les décaissements au titre des appuis budgétaires sont ressortis à 152,36 milliards F CFA, soit 71,12% de l'ensemble des décaissements extérieurs et sont repartis de la manière suivante :

- FMI (FEC)……. 78,89 milliards F CFA ;
- Banque Mondiale……. 60,35 milliards F CFA ;
- AFD……..13,12 milliards F CFA.

C- Evolution historique des décaissements

Sur le plan historique, on note à partir de 2018, une montée en puissance des décaissements liés aux prêts multilatéraux, au détriment des décaissements bilatéraux. Ces décaissements sont passés de 3,3% en 2013, à 65,25% en 2018 et à 91,49% en 2023.

Tableau 8 : évolution des décaissements extérieurs par créancier 2013-2023

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Bilatéral	**182,11**	**331,68**	**147,5**	**235,59**	**294,55**	**23,37**	**120,79**	**16,13**	**29,71**	**31,39**	**18,23**
Part en %	**96,67%**	**98,12%**	**89,67%**	**86,62%**	**54,60%**	**34,75%**	**35,43%**	**21,32%**	**24,96%**	**11,94%**	**8,51%**
CHINE	173,2	322,39	146,93	82,95	200,38	0	68,26	0	23,33	0,00	0,00
EXIMBANK OF INDIA	8,91	9,3	0,58	2,23	58,39	3,21	5,04	0,27	6,38	3,62	4,05
EXIMBANK OF TURK	0	0	0	115,67	0	0	0	0	0	0	0
BELFIUS BANK	0	0	0	13	15,88	7,13	14,38	0	0	0	0
AFD	0	0	0	0	4,14	11,83	33,11	15,86	0	27,77	14,18
ING	0	0	0	21,74	15,76	1,2	0	0	0	0	0
COMMERCIAL					**208,23**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Part en %					**0,39**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
AFREXIM BANK					**208,23**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Multilatéral	**6,27**	**6,34**	**16,98**	**36,38**	**36,7**	**43,88**	**220,17**	**59,53**	**89,34**	**231,43**	**196,00**
Part en %	**3,33%**	**1,88%**	**10,32%**	**13,38%**	**6,80%**	**65,25%**	**64,57%**	**78,68%**	**75,04%**	**88,06%**	**91,49%**
BADEA	0,23	0,28	1,63	2,81	0,16	0	0	0,08	0,00	0,03	0,03
BDEAC	0	0	0	20	0	0	0	15	16,86	16,67	4,58
BIRD	0	0	0,07	2,38	2,83	8,51	12,85	8,53	19,55	22,79	1,81
FAD	0	0	7,61	3,12	3,81	1,18	2,85	5,48	6,44	0,99	0,82
FIDA	0,23	0,38	1,04	0,51	1,59	0,12	1,52	**1,21**	1,11	0,27	0,19
IDA	5,33	5,68	6,63	7,56	11,49	15,84	18,41	**23,67**	36,75	77,14	42,89
FMI	0	0	0	0	0	0	26,12	**0**	0,00	106,48	78,89
BAD	0	0	0	0	16,82	18,23	158,43	5,56	8,63	7,08	66,80
OPEP	0,48	0	0	0	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00
Total Général	**188,38**	**338,03**	**164,5**	**271,97**	**539,48**	**67,25**	**340,96**	**75,66**	**119,06**	**262,82**	**214,24**

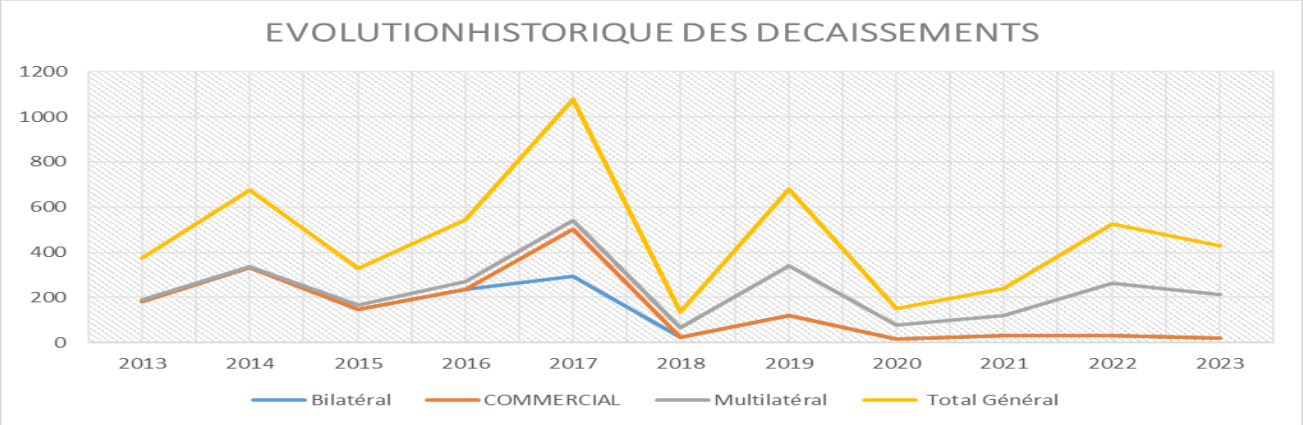
Source : CCA – Direction de la dette

Ce renversement de tendance des décaissements extérieurs s'explique principalement par la raréfaction des financements bilatéraux concessionnels. En effet, les différents programmes que le Congo a signés avec le FMI ont astreint le pays, sur le plan extérieur, à une recherche systématique et exclusive de financements concessionnels, arborant un élément don d'au moins 35%. On relève, en outre, une baisse des concours consentis par les principaux bailleurs traditionnels de l'OCDE.

Les nouveaux partenaires économiques, tels que la Chine, la Turquie, les Fonds Arabes, qui avaient permis de compenser la baisse des concours des bailleurs traditionnels, ont également connu un ralentissement sur la période.

Graphique 13 : évolution historique des décaissements

Source : CCA – Direction de la dette



Source : CCA – Direction de la dette

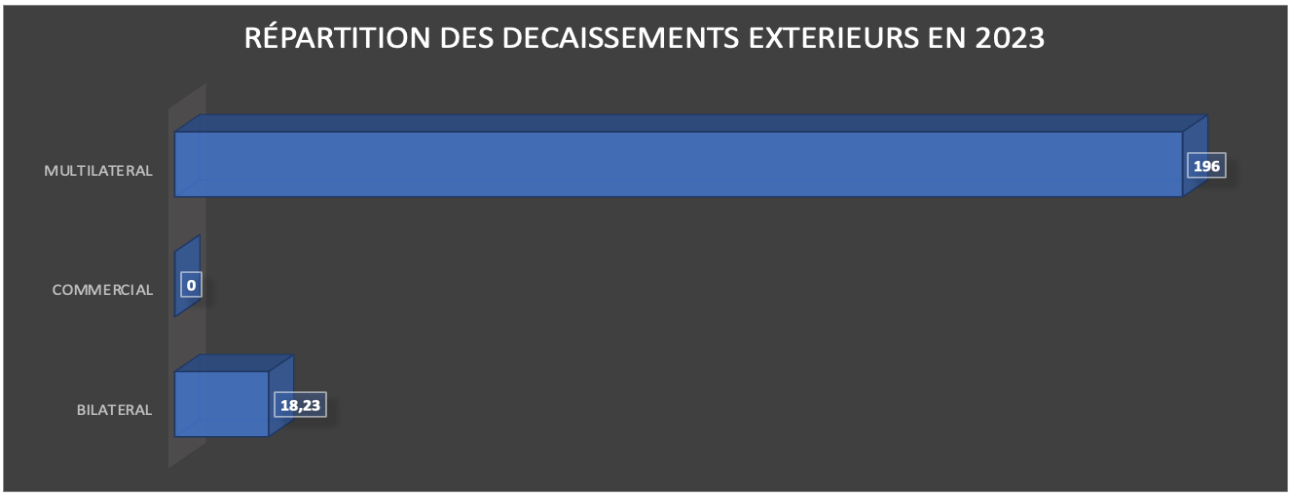
Ainsi, les concours des créanciers multilatéraux ont augmenté crescendo, sur la période sous revue, pour atteindre 91,49% de l'ensemble des décaissements extérieurs en 2023. Il s'agit principalement des décaissements :

- du FMI au titre de la facilité élargie de crédit, soit 40,25% ;
- du groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD/FAD), pour 34,50% ;
- du groupe de la Banque Mondiale (AID/BIRD), soit 22,80% et ;
- des autres créanciers multilatéraux (BDEAC, FIDA et BADEA), avec 2,45%.

Les créanciers bilatéraux représentent 8,51% de l'ensemble des décaissements extérieurs de 2023. La France (AFD), avec 77,78% dont 71,97% d'appui budgétaire, est en tête de liste, suivi de l'Inde (Eximbank), avec 22,22% de l'ensemble des décaissements des bilatéraux.

Graphique 2 : décaissement dette publique 2023

En milliards de FCFA



Source : CCA – Direction de la dette

IX. ENGAGEMENTS AU TITRE DE L'ANNEE 2023

A l'instar de la politique des nouveaux financements observée en 2022, le Congo a continué à exécuter les engagements pris au titre de la facilité élargie de crédit signée avec le FMI. Conformément aux repères structurels de ce programme économique et financier, le Gouvernement n'a contracté aucun engagement non concessionnel au cours de l'année 2023. Ainsi, la situation des nouveaux financements est restée globalement identique à celle de 2022.

En termes de structuration, les engagements du Congo au titre de l'année 2023 se sont situés quasiment au même niveau que ceux de l'année précédente. En effet, avec la reprise de la production pétrolière, les autorités congolaises ont continué à compléter les financement extérieurs classiques soumis à la contrainte de concessionnalité (élément don supérieur ou égal à 35%) par l'émission des titres publics sur le marché intérieur régional, ce qui a pour avantage de réduire le risque de change. Ainsi, avec un encours estimé à 2 385,89 milliards de FCFA, les titres publics restent la principale source de financement du pays.

S'agissant de la mobilisation des ressources externes, le guichet concessionnel du groupe de la Banque mondiale a principalement été sollicité. Les engagements 2023 ont été essentiellement libellés en Euro.

Enfin, il convient de noter que **l'année 2023 a été marquée par un signal fort du Conseil d'administration du FMI qui a approuvé deux revues successives en juillet et décembre 2023.** Ces approbations ont contribué à accroitre la confiance dans la signature de l'Etat.

Le tableau ci-dessous présente les différentes conventions de prêts signées au cours de l'année 2023.

Tableau n°9 : Répartition des engagements de l'année 2023 par créanciers

1-Prêts projets

CREANCIERS	OBJET DU PRÊT	MONTANT DU PRÊT	DEVISE	TAUX D'INTERET	DUREE	DIFFERE	REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL
BIRD	Projet d'appui d'activités économiques inclusives et résilientes au changement climatique (Pro Climat Congo)	64 600 000	EUR	Euribor 6 mois + spread	35 ans	5 ans	30 ans
BIRD	Prêt-programme pour les résultats (PforR)	42 500 000	EUR	Euribor 6 mois + spread	35 ans	5 ans	30 ans
IDA	Financement de projets d'investissement (FPI)	23 600 000	EUR	1,25%	30 ans	5 ans	25 ans
IDA	Projet régional d'amélioration des corridors de transport routier et fluvial en Afrique centrale	82 000 000	EUR	1,25%	30 ans	5 ans	25 ans

Source : CCA – Direction de la dette

2 – Appuis budgétaires

CREANCIERS	OBJET DU PRÊT	MONTANT DU PRÊT	DEVISE	TAUX D'INTERET	DUREE	DIFFERE	REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL
IDA	Deuxième financement à l'appui des politiques de développement pour la gestion budgétaire et la croissance inclusive	33 100 000	EUR	1,25%	30 ans	5 ans	25 ans
IDA	Deuxième financement à l'appui des politiques de développement pour la gestion budgétaire et la croissance inclusive	9 200 000	EUR	0,50%	12ans	6 ans	6 ans
BIRD	Deuxième financement à l'appui des politiques de développement pour la gestion budgétaire et la croissance inclusive	32 900 000	EUR	"Euribor 6 mois + spread	30 ans	5 ans	25 ans
AFD	Prêt de soutien budgétaire	20 000 000	EUR	0,25%	20 ans	5 ans	15 ans
FMI	Facilité élargie de crédit (FEC)	32 400 000	DTS	-	10 ans	5,5 ans	4,5 ans
FMI	Facilité élargie de crédit (FEC)	32 400 000	DTS	-	10 ans	5,5 ans	4,5 ans
BAD	Programme d'appui à la Gouvernance et à la diversification économique (PAGDE) Phase 1	92 000 000	EUR	Euribor 6 mois + spread	25 ans	8 ans	17 ans

Source : CCA – Direction de la dette

X. LES SOLDES ENGAGES NON ENCORE DECAISSES (SEND'S) SUR EMPRUNTS EXTERIEURS

A fin décembre 2023, les SEND's sur la dette extérieure, pour le volet prêts-projets, se sont établis à 802,77 milliards de FCFA.

Tableau 10 : situation des SEND's liés aux prêts-projets au 31 décembre 2023

RUBRIQUES	SEND'S
I- Multilatéraux	**389,1**
Banque Mondiale	**251,43**
- AID	98,63
- BIRD	152,81
Groupe BAD/FAD	**79,75**
- BAD	66,55
- FAD	13,2
Autres multilatéraux	**137,67**
- BADEA	12,32
- BDEAC	120,53
- FIDA	4,82
- FMI	0
II- Bilatéraux	**333,92**
AFD	64,81
EXIMBANK CHINA	215,02
EXIMBANK INDIA	54,08
III- COMMERCIAUX	**0**
TOTAL GENERAL	**802,77**

Source : CCA – Direction de la dette

Les SEND's des prêts-projets sur la période sous revue ont concerné exclusivement les créanciers multilatéraux et bilatéraux. En effet, du fait de l'obligation de contracter que des prêts concessionnels, la politique des nouveaux financements a exclu les prêts commerciaux.

Ainsi, à fin 2023, le disponible le plus important en termes de volume a été enregistré sur les prêts bilatéraux (333,92 milliards FCFA). Les prêts multilatéraux ont dégagé un disponible de 137,67 milliards FCFA.

S'agissant des appuis budgétaires, les montants des disponibles ne sont connus et décaissés qu'à la faveur de revues concluantes du FMI. Ces revues donnent lieu à la signature de conventions qui déterminent les montants mis à disposition au titre desdits appuis et leurs modalités de décaissement.

XI. LE SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

Le service de la dette (principal et intérêts) s'est chiffré à **1 686,82 milliards de FCFA** en 2023 contre **2 127,35 milliards de FCFA** une année plus tôt, soit une baisse de 20,71%.

Tableau 11 : situation de remboursement en principal et intérêts

Catégorie	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Dette extérieure											
Principal	120,14	178,81	162,18	157,36	258,34	1 242,61	278,13	318,25	413,21	846,91	588,34
Intérêts	15,2	14,33	16,2	18,18	81,99	121,38	154,04	57,88	62,35	107,53	125,52
Total	**135,34**	**193,14**	**178,38**	**175,54**	**340,33**	**1 363,99**	**2 45,17**	**376.13**	**475,56**	**954,44**	**713,71**
Dette intérieure											
Principal	37,83	47,53	15,09	4,98	11,79	48,08	48,08	251,11	677,4	1 058,06	825,85
Intérêts	0	0	0	0	0	23,94	20,81	17,69	49,07	114,85	147,26
Total	**37,83**	**47,53**	**15,09**	**4,98**	**24,6**	**72,02**	**68,89**	**268,8**	**726,47**	**1 172,91**	**973,11**
Total général											
Principal	157,97	226,34	177,27	162,34	270,13	1 290,69	326,21	569,36	1 090,61	1 904,96	1 414,20
Intérêts	15,2	14,33	16,2	18,18	81,99	145,32	174,86	75,57	111,42	222,38	272,62
TOTAL	**173,17**	**240,67**	**193,47**	**180,52**	**352,12**	**1 436,01**	**501,07**	**644,93**	**1 202,03**	**2 127,35**	**1 686,82**

Source : CCA – Direction de la dette

Le service de la dette a été contenu entre 2013 et 2017. Il a connu un pic en 2018, en atteignant 1 436,01 milliards FCFA. La tendance est repartie à la baisse à partir de 2019 pour brutalement remonter en 2021 en se situant à 1 202,03 milliards FCFA. Le service de la dette est resté élevé jusqu'en 2023, en se hissant à 1 686,82 milliards de FCFA, après avoir culminé à 2 127,35 milliards de FCFA, en 2022. Ce niveau relativement élevé du service de la dette est tiré essentiellement par les tombées d'échéance des titres publics dont le volume n'a cessé de croître au cours des dernières années.

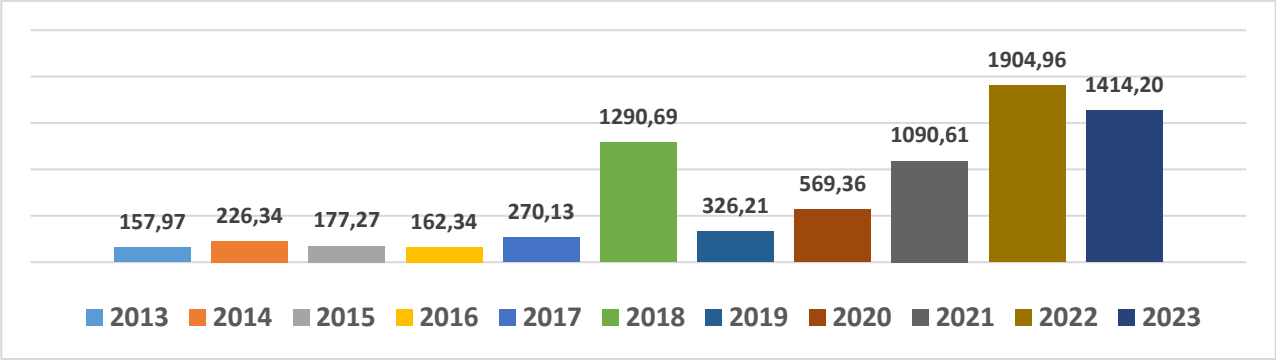
Sur le plan extérieur, la hausse du service de la dette s'explique notamment par : i) le rééchelonnement d'une partie de la dette extérieure, intervenu à la faveur de l'ISSD accordée par le G20, à partir de mai 2020 ; ii) la restructuration de la dette des traders en 2019 et 2022 ; iii) la restructuration de la dette de deux sociétés chinoises et ; iv) l'arrivée à maturité des prêts du partenariat stratégique avec la Chine.

A. Remboursement du principal

Les remboursements du principal de la dette ont été de **1 414,20 milliards de FCFA** en 2023, contre **1 904,96 milliards de FCFA** en 2022, soit une baisse de 25,8%, en glissement annuel. Ils ont été répartis ainsi qu'il suit :

- Dette extérieure : **588,34 milliards F CFA,** soit 41,60% du total ;
- Dette intérieure : **825,85 milliards F CFA,** soit 58,40% du total.

Graphique 15 : Remboursement du principal



Source : CCA – Direction de la dette

A- Paiement d'intérêts

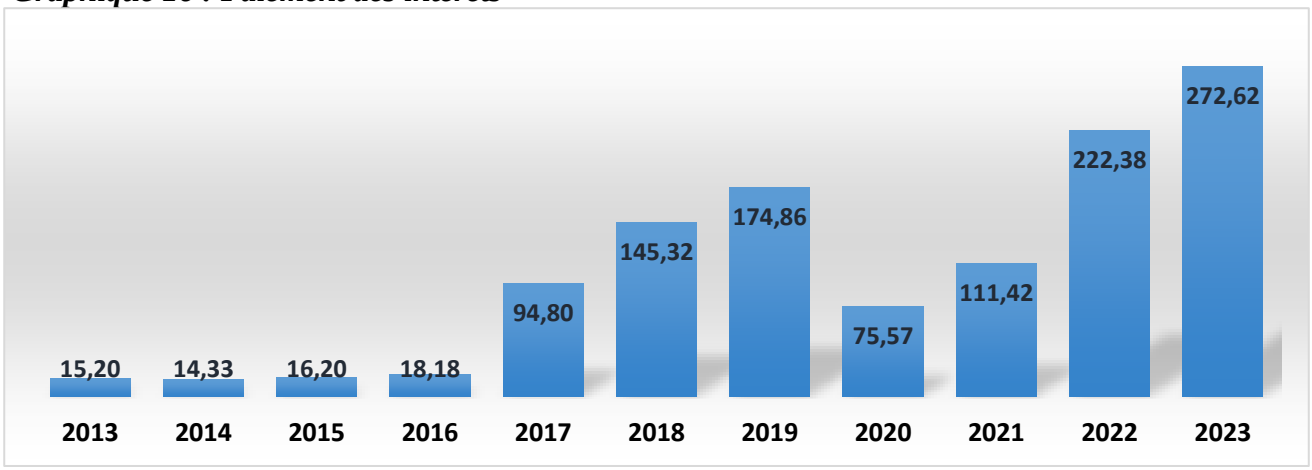
Au cours de la période sous revue, les charges d'intérêts payées ont été estimées à **274,78 milliards FCFA** dont :

- **127,52 milliards FCFA,** pour la dette extérieure (46,40% du total) ;
- **147,26 milliards F CFA,** pour la dette intérieure (53,60% du total).

Tableau12 : Paiement des intérêts de la dette publique

Catégorie	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Dette Exterieure	15,2	14,33	16,2	18,18	81,99	121,4	154,04	57,88	62,35	107,53	127,52
Bilatéraux	6,37	5,81	5,99	7,76	6,5	5,92	26,16	29,31	5,11	32,58	36,61
Multilateraux	1,11	0,89	0,93	1,06	2,08	2,21	3,03	5,3	6,99	7,86	17,69
Banques commerciales	7,42	7,39	9,11	9,34	10,67	11,73	11,1	9,7	8,82	8,75	7,45
Afrexim	0	0	0	0	9,69	18,03	15,34	9,84	5,64	4,72	3,51
Dette Traders	0	0	0	0	52,95	83,42	98,21	2,04	35,78	53,17	62,11
ENI	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00
Sociétés Chinoises	0	0	0	0	0	0	0,21	1,59	0,00	0,39	0,15
Fournisseurs	0,3	0,24	0,17	0,02	0,1	0,07	0	0,1	0,00	0,06	0,00
Dette Interieure	0	0	0	0	12,81	23,94	20,81	17,69	49,07	114,9	147,3
TOTAL GENERAL	**15,20**	**14,33**	**16,20**	**18,18**	**94,80**	**145,32**	**174,85**	**75,57**	**111,42**	**222,38**	**274,78**

Graphique 16 : Paiement des intérêts



Source : CCA – Direction de la dette

Les intérêts de la dette extérieure ont été répartis comme suit :

- **62,11 milliards FCFA,** au titre de la dette due aux négociants pétroliers (Traders) ;
- **34,44 milliards FCFA**, au titre de la dette bilatérale ;
- **17,69 milliards FCFA,** au titre de la dette multilatérale ;
- **7,46 milliards FCFA,** pour la dette bancaire (Club de Londres) ;
- **3,51 milliards F CFA** pour Afreximbank et ;
- **0,15 milliard FCFA,** pour la dette envers les sociétés chinoises

Les charges d'intérêts payées en dette intérieure se décomposent comme suit : **128,59 milliards de FCFA** pour les intérêts liés aux titres publics ; **16,47 milliards FCFA** pour la dette à l'égard de la BEAC et **2,20 milliards FCFA** au titre de la dette due envers les banques commerciales.

B- Flux nets

Les flux nets de dette (net debt flows) qui désignent la différence entre les nouveaux emprunts contractés (décaissements bruts : nouveaux prêts reçus au cours d'une période) et les remboursements effectués (capital remboursé sur la dette existante durant la même période) se sont établis à -374,1 milliards FCFA en 2023 contre -690 milliards FCFA en 2022.

Les transferts nets de la dette extérieure (décaissements – remboursement en principal plus les intérêts) se sont établis à-499,4 milliards FCFA en 2023 contre -797,7 milliards FCFA en 2022.

Tableau 13 : évolution des flux et de transfert net

En milliards de F CFA

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Décaissements	188, 38	338,03	164, 49	271.97	539,48	66,15	343,6	75,66	119,06	156,4	214,2
Rembrment en prcpal	110, 57	137, 49	150, 15	211.85	257,48	1242,77	326,2	269,2	413,21	846,7	588,3
Flux nets	77, 81	200,5	14, 34	60,12	282	-1176,6	17,36	-194	-294,2	-690	-374,1
Intérêts	15,2	14,33	16,2	18,18	81,99	121,38	154	49,47	62,35	107,4	125,3
Transferts nets	62,61	186,21	-1,86	41,94	200,01	-1298	-136,6	-243	-356,5	-797,7	-499,4

Source : CCA – Direction de la dette

XII. LA DETTE DES GRANDES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS

La CCA est soumise à l'obligation de publication[2] de toute la dette publique et notamment de répondre aux exigences législatives et contractuelles de diffusion des statistiques de la dette et des garanties d'emprunt de l'ensemble du secteur public non financier. Dans ce cadre, elle procède à la collecte des données, en vue de la centralisation dans une base de données unique, les statistiques de la dette de l'administration centrale et des entreprises publiques.

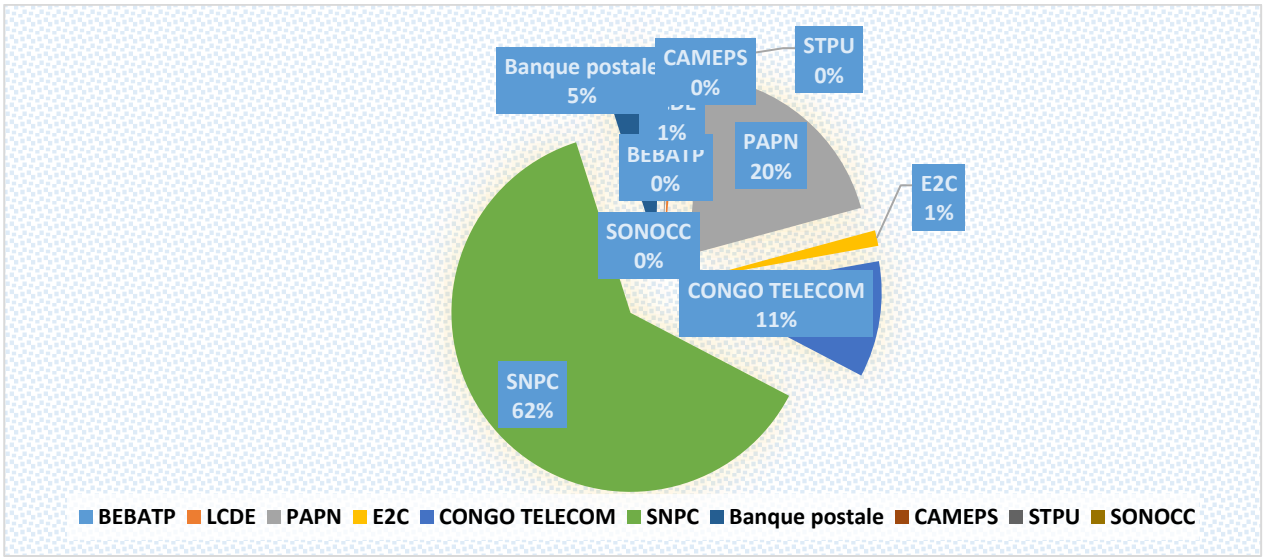
Deux fois par an, un échantillon représentant les dix (10) plus grandes entreprises nationales a l'obligation de fournir à la CCA les informations relatives à leur dette garantie ou non par l'État. Les entreprises publiques représentant cet échantillon ont été sélectionnées sur la base des critères suivants :

- Le niveau de participation de l'Etat dans le capital social ;
- Le secteur d'activité ;
- Le chiffre d'affaires.

Les données présentées sont relatives au montant initial de la dette, au taux d'intérêt, à la maturité initiale et la maturité résiduelle.

Cependant, du fait de l'indisponibilité des données validées et certifiées au moment de la publication du présent rapport, aucune estimation de l'encours de la dette des entreprises publiques, arrêté au 31 décembre 2023, n'est donnée. En fait, la situation présentée dans ce rapport reprend celle arrêtée au 31 décembre 2022. Toutefois, par rapport à la situation présentée dans le rapport 2022, les données de certaines entreprises ont été revues et corrigées.

Graphique 17 : Dette des principales entreprises publiques (en % de l'encours total)



Source : CCA – Direction de la dette

[2] ***En 2021, le ministère des finances du budget et du portefeuille public (MFBPP) a publié pour la première fois les statistiques sur la dette des 10 entreprises publiques.***

Tableau 14 : situation d'endettement des entreprises publiques

				Dette intérieure de l'entité publique (FCFA)		Dette extérieure de l'entité publique										
N°	**Nom de l'entité publique**	**Part de l'Etat dans le capital (en %)**	**Secteur d'activité**	**Dette de l'entité garantie par le Gouv[3]**	**Dette de l'entité non garantie par le Gouv**	**Dette de l'entité garantie par le Gouv**	**Dette de l'entité non garantie par le Gouv**	**Durée (années)**	**Différé**	**Taux d'intérêt (moyenne en %)**	**Encours à fin décembre 2023**	**Arriérés**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**
1	BEBATP			-	115 000 000						115 000 000		28 750 000	28 750 000	28 750 000	28 750 000
2	LCDE	94%	Distribution d'eau		720 469 495				5 ans		518 874 433	-	259 437 216	259 437 217	-	-
					176 535 191				5 ans		124 518 247	-	64 966 020	59 552 227	-	-
					989 617 122				5 ans		748 318 608	-	249 439 536	249 439 536	249 439 536	-
3	PAPN	100%	Activités portuaires		8 967 934 989					-	8 967 934 989	-	-	-	-	-
							2 861 398 571	3,5 ans	-	7%	2 043 855 751	-	940 840 437	882 818 417	220 196 897	
							45 916 990 000	10 ans	5 ans	3,9%	25 085 483 628	-	3 580 054 086	3 393 013 313	3 231 787 721	3 070 562 143
							19 022 753 000	10 ans	5 ans	2,6%	951 137 617	-	951 137 617	-	-	
4	E²C	100%	Electricité		3 000 000 000			4,5 ans	-	6,5%	2 676 818 808	-	892 272 936	892 272 936	892 272 936	-
					350 000 000			12 mois	-	6,5%	-	-	-	-	-	
5	Congo Telecom	100%	Télécoms		20 000 000 000	-	-	5,5 ans		6,75%	20 000 000 000	-	105 526 395	942 083 267	2 482 294 406	2 613 306 024
6	SNPC[7]	100%	Hydrocarbures	-	-	-	458 323 208 820	5 ans		SOFR 6 mois+ marge	111 952 835 750	-	23 751 017 640	39 011 704 240	36 322 336 630	12 474 010 059
7	Banque Postale	80%	Bancaire		10 000 000 000	-	-	6 ans		7,50%	10 000 000 000	-	2 422 805 360	2 422 805 360	2 422 805 360	2 422 805 360
8	CAMEPS	100%	Santé	-	48 962 094	-	-	-		-	48 962 094	-	12 240 524	12 240 524	12 240 524	12 240 524
9	STPU	100%	Transport urbain	-	500 000 000	-	-	1,5 an	6 mois	8%	353 254 588	-	326 081 160	27 173 428	-	-
10	SONOCC				26 000 000						26 000 000		6 500 000	6 500 000	6 500 000	6 500 000
TOTAL					**44 894 516 891**						**190 653 352 403**	-	**39 588 349 697**	**38 924 384 635**	**39 294 585 790**	**37 902 462 461**

[3] Gouv : gouvernement

[7] La SNPC paie le service de la dette aux négociants en pétrole (Trafigura et Glencore) au nom du gouvernement en utilisant la part gouvernementale du pétrole sur la dette qui a été contractée par ce dernier. En tant que telle, la dette est déclarée par la CCA comme dette extérieure due par le gouvernement du Congo. N'étant pas une dette de la SNPC, elle n'est pas inscrite au bilan de celle-ci.

XIII. ANALYSE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE

A. Coût et risques du portefeuille de la dette publique

Le Congo exécute actuellement la stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) 2022-2025. Cette SDMT a été élaborée en septembre 2021 avec des données projetées à fin décembre 2021, sans tenir compte des arriérés**.**

Cependant, le coût et les risques analysés dans le présent rapport reflètent la situation du portefeuille au 31 décembre 2023. Il convient de préciser que l'analyse du portefeuille est réalisée sur le stock hors arriérés.

Tableau n°15 : Indicateurs de coût et de risques du portefeuille de la dette

Indicateurs de risque à fin 2023		Dette extérieure	Dette intérieure	Dette totale
Montant (en millions XAF)		**3 479 772**	**5 036 593**	**8 516 366**
Montant (en millions USD)		5 845	8 462	14 307
Dette nominale en pourcentage du PIB		34,2	49,5	83,7
VA en pourcentage du PIB		28,7	49,2	77,9
Coût de la dette	Paiements des intérêts en pourcentage du PIB	0,8	1,7	2,5
	TI, moyenne pondérée (%)	2,4	3,4	3,0
	ATM (années)	8,2	6,6	7,2
Risque de refinancement	Dette arrivant à échéance dans un an (% du total)	9,7	15,1	12,9
	Dette arrivant à échéance dans un an (% du PIB)	3,4	7,4	10,8
	ATR (années)	6,4	6,6	6,5
Risque de taux d'intérêt	Dette dont le taux doit être révisé dans un 1 an	33,8	15,1	22,8
	Dette à taux fixe incl T - bills (% du total	72,4	100	88,6
	T-bills (%du total)	0,0	7,3	4,3
Risque de taux de change	Dette en devise (% de la dette totale)			41,4
	Dette en devise à court terme (%des réserves)			109,1

L'analyse des indicateurs clés se profile de la manière suivante :

1. Coût

1.1. Coût moyen pondéré

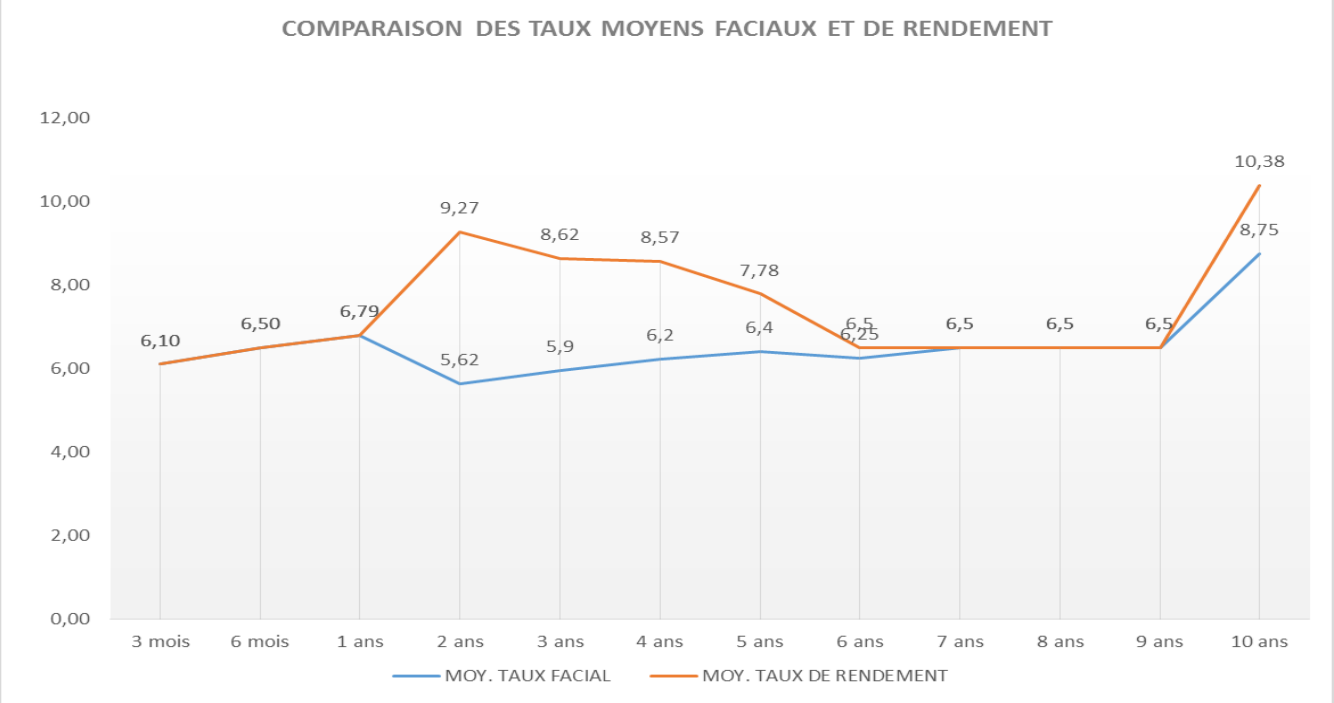
Le coût moyen pondéré du portefeuille de la dette publique à fin 2023 est ressorti à 4,0%, dont 1,7% pour la dette extérieure et **6,0%,** pour la dette intérieure. Les intérêts payés au cours de l'année 2023 représentent à peu près 3 % du PIB, dont 0,6% pour la dette extérieure et 2,4% de la dette intérieure.

Ce niveau relativement bas s'explique sur le plan intérieur principalement par les taux nuls des allocations DTS (FMI), les taux bas de la consolidation BEAC, des différentes opérations de titrisation et de syndication domestique dans le cadre de la mobilisation des ressources sur le marché des valeurs du Trésor. Ces deux derniers types d'opérations ont l'avantage de permettre de fixer ou de négocier des taux à des niveaux plutôt favorables.

En ce qui concerne les coûts du marché des valeurs du Trésor, il est élaboré deux courbes dont l'une est calculée sur la base des taux faciaux et l'autre sur la base des taux de rendement. La comparaison de ces deux courbes donne un aperçu de l'écart qui existe entre les taux nominaux et les taux de rendement qui intègre dans le calcul, à la fois les taux faciaux et les décotes appliquées pour avoir le coût réel supporté par l'Etat pour chaque instrument d'emprunt choisi.

Ces courbes sont définies sur la base des taux des différents instruments du marché, enregistrés dans le portefeuille de la dette publique à fin 2023.

Graphique 18 : comparaison des taux moyens faciaux et de rendement



Source : CCA – Direction de la dette

Sur le plan extérieur, le niveau relativement bas des intérêts payés s'explique par les taux nuls des prêts accordés par le gouvernement de la Chine, des prêts octroyés par le FMI dans le cadre de la FEC et de certains prêts multilatéraux (inférieurs ou égal à 1%).

La situation des taux relativement réduits de la dette extérieure est conforme au caractère concessionnel (35% d'élément don) des prêts à contracter durant la période de mise en œuvre du programme appuyés par le FMI.

1.2. Coût Apparent

Le coût apparent de la dette est un ratio de trésorerie qui correspond au rapport des intérêts payés sur le stock de la dette totale.

A fin 2023, le coût apparent de la dette extérieure est de 3,94% contre 1,98% en 2022, supérieur au taux de croissance nominale du PIB de 2%. L'écart dégagé entre le taux de croissance nominale et le coût de la dette publique, traduit un « ***effet boule de neige de la dette*** », c'est-à-dire le processus autonome d'aggravation du déficit public. En effet, ***lorsque le taux de croissance nominale du PIB est inférieur au taux d'intérêt apparent de la dette, la dette publique tend spontanément à s'accroître sous l'effet d'un processus auto-entretenu : la charge d'intérêt tend à augmenter le déficit public, ce qui augmente à nouveau la charge de la dette.***

L'effet boule de neige est également présent au niveau de la dette intérieure, à fin décembre 2023, avec un coût apparent de 3,88% contre 4,14% en 2022. Le poids de la dette intérieure (5 036,59 milliards de FCFA, soit 59,14% du stock total) exacerbe davantage le déficit public.

B. RISQUES

1. Risque de refinancement

1.1. Dette à payer dans 1 an

Le risque de refinancement reste relativement important et découle de la dette intérieure. En effet, à fin 2023, environ **15,5%** de la dette publique devait être remboursée ou refinancée en 2024. Plus précisément, **19,5%** de la dette intérieure contre **10,8%** de la dette extérieure, devait être remboursée ou refinancée en 2024. Cette part de la dette totale à rembourser dans un an représente **11,3%** du PIB, répartie ainsi qu'il suit : 3,5% du PIB pour la dette extérieure et 7,8% du PIB pour la dette intérieure.

En comparaison avec les données de l'année précédente où il se situait à 22,4%, le risque de refinancement connait néanmoins une baisse en 2023, enclenchée par les différentes opérations de reprofilage des titres publics à travers le rachat des valeurs du Trésor, initié à partir de l'année 2021.

1.2. Durée moyenne

Cet indicateur permet d'évaluer la durée moyenne de renouvellement de la dette publique totale d'un État. En 2023, cette durée moyenne est passée à 7,3 ans contre 7 ans à fin décembre 2022. Toutefois, le risque de reconduction de la dette publique demeure élevé, comparativement à 2021 où la durée moyenne était d'environ 10 ans.
Conformément aux objectifs de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT 2022-2025), le Congo devrait privilégier les emprunts concessionnels, à longue maturité, afin d'atténuer le risque de refinancement. En recherchant les emprunts de longue maturité, le Congo devrait veiller à la discipline budgétaire afin de réduire le déficit primaire, qui agit directement sur la dynamique de la dette publique.

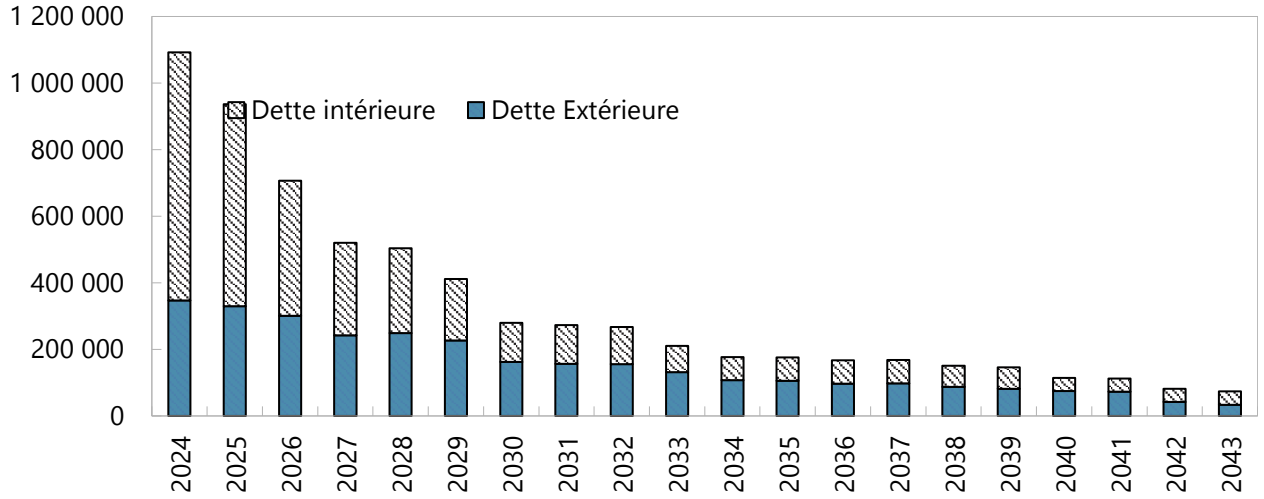
La durée moyenne de la dette intérieure reste sensiblement dans les mêmes proportions qu'il y'a un an. Elle s'est située à 7 ans alors qu'elle était à 6,8 ans en 2022. Les mesures prises pour allonger les maturités, comme les rachats des titres, n'ont pas toujours été bien calibrées et ont eu un impact limité sur le risque de refinancement.

La concentration des remboursements sur les six (6) années à venir accroît la pression du service de la dette sur les recettes budgétaires. La mise en œuvre du programme soutenu par la FEC, conjugués avec les opérations de rachat des titres publics organisées par la Direction générale du trésor, pourrait atténuer la pression du service de la dette sur les recettes de l'Etat. De même, la pression budgétaire pourrait être atténuée par des opérations de reprofilage de la dette publique.

1.3. Profil de remboursement

Le profil de remboursement de la dette publique indique des pics de remboursement les trois prochaines années (2024, 2025 et 2026). Cette situation est de nature à mettre la trésorerie de l'Etat sous tension. Une stratégie de lissage devrait être rapidement définie.

Graphique 19 : profil de remboursement a fin 2023

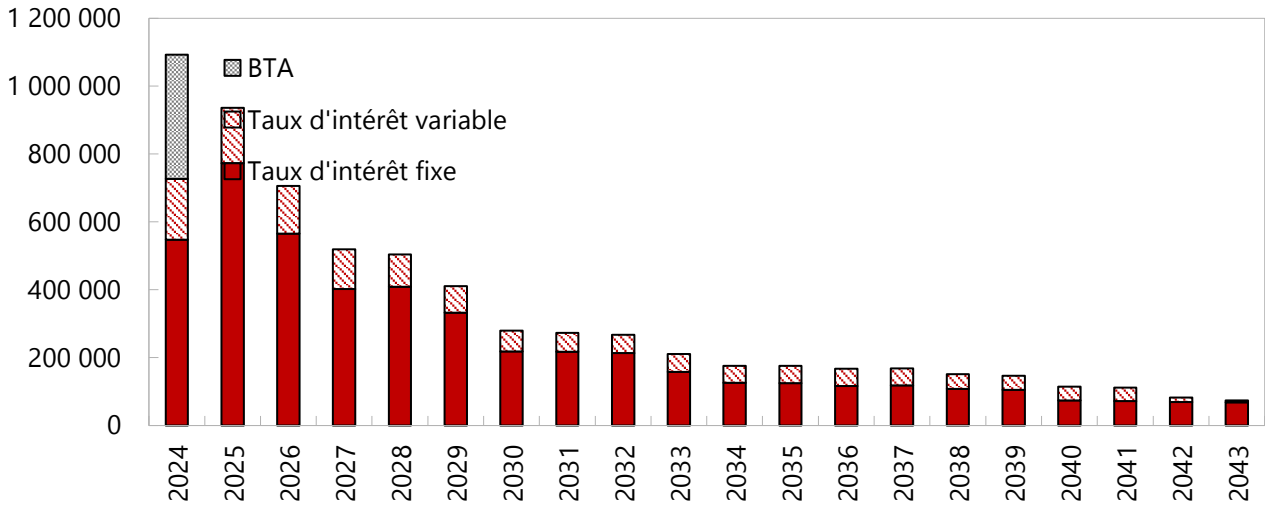


Source : CCA – Direction de la dette

L'analyse du portefeuille fait également apparaître un risque de taux d'intérêt, avec une dette à refixer dans un an représentant 32,1% de l'encours total. Ce risque de taux est principalement lié à la dette intérieure dont 48,4% de l'encours devront être refixés dans 1 an, contre 19,5% de dette extérieure.

Par ailleurs, la part de la dette à taux d'intérêt variable représente 19,7% du portefeuille, contre 80,3% de dette à taux fixe. Les taux variables sont enregistrés exclusivement sur le volet extérieur de la dette publique. Toute la dette intérieure est à taux fixe.

Graphique 20 : profil des taux d'intérêt



Source : CCA – Direction de la dette

1.4. Risque de change

Le portefeuille de la dette publique extérieure à fin 2023, à l'instar de celui à fin 2022, reste dominé par les instruments libellés en devises étrangères, notamment en dollars US (69,97%). Les emprunts en dollar US exposent le pays à des variations défavorables de ses annuités de remboursement, du fait des fluctuations de cette devise par rapport à la monnaie nationale (FCFA).

La dette en devises représente 45,4% du stock total. Il s'agit exclusivement de la dette extérieure, car toute la dette intérieure est libellée en FCFA. La dette en devises représente 63,3% des réserves de change. Cependant, ce risque de change devrait être atténué par le principe de solidarité admis en matière de gestion des réserves de change dans la communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC).

Enfin, la parité fixe Euro-XAF plaide pour une place plus importante de l'Euro dans le portefeuille de la dette extérieure. Cela permettrait de minorer le risque de change.

1.5. Volatilité

La notion de volatilité rend compte du risque de cession de la dette, notamment commerciale, à des créanciers spéculatifs dans le cadre du marché secondaire. Ce risque reste contenu pour le Congo. En effet, le Congo étant u soumis à l'exigence de concessionnalité, la part des prêts commerciaux a sensiblement diminué dans la composition globale. Elle est revenue à 22,45%, après 33,86% à fin 2022. La forte orientation du pays vers les créanciers classiques (multilatéraux et bilatéraux), dissipe le risque de cession de dette vers des créanciers volatils.

Le risque de volatilité, bien que moindre, doit cependant être surveillé. En fait, la dette extérieure commerciale est détenue majoritairement par les Traders, créanciers spéculatifs par définition.

XIV. CONCLUSION

Le rapport de la dette répond à sa vocation de vitrine de la dette congolaise, pour l'année considérée et devrait constituer pour les décideurs, un des outils d'aide à la décision.

L'édition 2023 du rapport rend compte d'une situation de la dette marquée par un basculement de la composition du portefeuille en faveur de la dette intérieure et notamment, des valeurs du trésor.

A l'instar de ce qui a été fait en 2021, le périmètre de couverture de la dette publique a été élargi à la dette des entreprises publiques en 2023, bien que certaines données aient été reportées de l'année précédente, du fait de l'indisponibilité des données.

L'année 2023 a été marquée notamment par l'approbation de la cinquième revue du programme appuyé par la facilité élargie de crédit, le maintien de la note financière du Congo par les agences de notation financière à "CCC+", assortie d'une perspective stable basée sur une amélioration notable de la production pétrolière et mettant en avant les efforts budgétaires déployés par les autorités. Toutefois, il convient de relever que les agences de notation ont exprimé malgré tout une confiance modérée dans la capacité du Congo à maintenir son équilibre financier.

Globalement, les données chiffrées, les indicateurs et ratios de la dette publique pour 2023, ont connu une évolution mitigée. En effet, s'il est relevé une amélioration du taux d'endettement hors arriérés qui passe de 77,2% en 2022 à 72,5% en 2023, une réduction du coût du portefeuille de la dette publique qui est revenu à 4% en 2023 contre 11,4 % en 2022, il est noté une hausse du volume des arriérés intérieurs et l'augmentation de la part des valeurs du trésor qui surenchérissent la charge de la dette publique.

Enfin, en raison de l'appétence du marché pour les instruments de court terme, l'allongement des maturités préconisé par la stratégie d'endettement, n'a pas atteint les niveaux projetés.

XV. ANNEXE n°1 : Structure du portefeuille par bailleurs

En Milliards FCFA	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2023 en %
Créanciers Officiels	1 343,73	1 913,27	2 123,96	2 333,18	2 213,38	2 022,83	2 307,93	2 038,78	2 359,33	2 539,82	2 540,19	29,73%
Bilatéraux	1 259,93	1 821,12	2 007,61	2 193,31	2 060,36	1 815,47	1 883,91	1 582,61	1 809,04	1 758,36	1 595,75	18,67%
Chine	1 123,47	1 547,46	1 749,82	1 778,15	1 600,93	1 387,45	1 394,04	1 118,17	1 262,04	1 222,26	1 060,93	12,42%
Autres	136,45	273,66	257,79	415,16	459,43	428,02	489,87	464,44	547,00	536,10	534,82	6,26%
Multilatéraux	83,80	92,15	116,35	139,87	153,02	207,36	424,02	456,17	550,29	781,46	944,44	11,05%
IDA	47,97	56,51	65,80	73,02	72,45	94,77	110,95	131,20	155,66	241,04	273,77	3,20%
FAD	5,54	5,54	13,10	8,97	12,15	13,47	16,37	21,18	26,77	28,13	26,59	0,31%
Autres	30,29	30,10	37,45	57,88	68,42	99,12	296,69	303,79	367,86	512,29	644,09	7,54%
Créanciers privés	495,41	513,13	526,80	524,65	1 788,74	1 946,86	1 970,09	1 728,64	1 757,23	1 300,26	939,58	11,00%
Banques commerciales	207,38	225,62	240,66	234,44	191,16	184,56	172,96	144,39	139,62	140,16	118,89	1,39%
AFREXIM BANK	0,00	0,00	0,00	0,00	191,43	163,70	115,40	73,01	54,41	32,15	6,18	0,07%
TRADERS	0,00	0,00	0,00	0,00	1 174,63	1 061,05	1 142,40	1 045,88	883,67	625,18	336,43	3,94%
SOCIETES CHINOISES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	305,97	308,90	237,12	283,89	277,11	252,43	2,95%
Fournisseurs	288,03	287,51	286,14	290,21	231,52	231,58	230,43	228,24	395,62	225,66	225,65	2,64%
Total Dette extérieure	1 839,14	2 426,40	2 650,76	2 857,83	4 002,12	3 969,69	4 278,02	3 767,42	4 116,56	3 840,08	3 479,77	40,72%
1- DETTE INTERIEURE CONVENTIONNEE	0,00	0,00	0,00	192,00	774,00	762,33	963,76	1 470,31	2 105,87	2 606,95	3 191,77	37,35%
BGFI BANK	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48,09	48,09	46,23	0,54%
BABQUE POSTALE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7,22	0,00	0,00	0,00%
BSCA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37,11	0,00	0,00	0,00%
Allocations DTS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	152,93	187,65	2,20%
- Emprunt obligataire	0,00	0,00	0,00	192,00	192,00	144,23	96,15	11,35	113,23	113,23	113,23	1,33%
- Obligations du Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	153,50	575,25	794,89	1 190,99	1 906,80	22,31%
- BTA	0,00	0,00	0,00	0,00	10,00	46,10	142,11	108,71	205,89	202,27	365,86	4,28%
- Financement Club de BZV	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	203,00	327,46	327,46	0,00	0,00%
Consolidation BEAC	0,00	0,00	0,00	0,00	572,00	572,00	572,00	572,00	572,00	572,00	572,00	6,69%
2- DETTE INTERIEURE NON CONVENTIONNEE	421,47	393,38	385,66	185,11	1 094,37	1 093,90	1 035,23	1 358,40	1 908,13	1 702,51	1 873,83	21,93%
Dette Commerciale déjà auditée	12,23	12,23	12,23	12,23	12,23	12,23	135,72	955,43	642,92	544,15	505,70	5,92%
-Dette commerciale encours d'audit	0,00	0,00	0,00	0,00	859,44	859,44	514,74	0,00	573,78	125,08	125,08	1,46%
Dette Chinoise auditée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	436,55	400,26	4,68%
- Dette Sociale	84,50	68,41	66,69	172,88	222,70	222,23	384,77	402,97	691,43	301,33	842,78	9,86%
Arriérés de pensions encours de validation	324,74	312,74	306,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%
Arriérés sociaux encours de validation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	295,40	0,00	0,00%
Dette Intérieure	421,47	393,38	385,66	377,11	1 868,37	1 856,23	1 998,99	2 828,71	4 014,01	4 309,47	5 065,60	59,28%
TOTAL ENCOURS	2 260,61	2 819,78	3 036,42	3 234,94	5 870,49	5 825,92	6 277,01	6 596,13	8 130,57	8 149,55	8 545,38	100,00%

Source : CCA – Direction de la dette